

CQFD

SUPPLÉMENT
12 PAGES
ESPAGNE

N°137 • Novembre 2015 • Mensuel de critique et d'expérimentations sociales

4€

AU-DELÀ
DE PODEMOS :

LE PARI MUNICIPALISTE



Au-delà de Podemos : LE PARI MUNICIPALISTE

Dossier réalisé par Bruno Le Dantec et Ferdinand Cazalis.

Photos Ferdinand Cazalis. Un grand merci aux illustrateurs espagnols pour les dessins de ce dossier.

« Ah oui, vous allez rencontrer les mairies Podemos ! », nous disait-on alors que nous préparions notre descente de trois semaines vers le Sud. Barcelone, Madrid, Séville, El Coronil, Puerto Real, Cadix... Les gens rencontrés sur la route nous ont narré leur descente aux enfers, celle d'un rêve espagnol vendu par les banques et les gouvernements successifs qui ont passé les quinze dernières années à creuser la dette publique. Ou comment mettre un peuple à genou par la finance. Comment escamoter le politique au profit de l'économie.

Pendant 30 ans, l'Espagne a vécu bercée par deux songes : le mythe d'une transition démocratique libérée des séquelles du franquisme, alors que la monarchie et les pactes de la Moncloa* scellaient le testament politique du vieux dictateur. Et plus tard, le mirage européen qui, en finançant « généreusement » l'intégration de l'Espagne à la modernité libérale, créa l'illusion d'un pays de petits propriétaires voués à la consommation et à l'individualisme. On ouvrait plutôt les vannes d'un affairisme débridé, d'une corruption endémique et d'une bulle immobilière dont la population paie le prix fort aujourd'hui avec cette crise - celle que les plus lucides préfèrent appeler par son vrai nom : une méga-arnaque.

Comme la Grèce, l'Espagne a pris de plein fouet le krach financier de 2008. Les banques, renflouées avec l'argent public, ont fait main basse sur un parc immobilier qui compte aujourd'hui 3 millions de logements vides. Entre 2008 et 2013, 600 000 familles ont été expulsées de leur foyer. L'économie espagnole a détruit 3,5 millions d'emplois et le taux de chômage est passé à 22%. Les salaires, sabrés jusqu'à 20%. Des services publics privatisés - ou privés de moyens, puisqu'il faut bien rembourser la dette... Pour couronner le tout, la loi « Mordaza » votée en 2014 est directement dirigée contre la protestation populaire. Cette loi bâillon permet à la police de sauter l'étape du tribunal et de verbaliser directement (entre 100 € et 600 000 €) les réunions et autres occupations de l'espace public, la résistance à une expulsion ou aux forces de l'ordre, les interventions surprise dans les médias ou les manifestations festives dans les administrations, etc.

Ce tour d'écrou répressif veut en finir avec le temps des mouvements sociaux de grande ampleur, tels que les occupations de place de 2011, les marées sociales contre l'austérité et la privatisation des services publics, les marches pour la dignité, l'encerclement du Congrès en



POLITIKES D'AUSTÉRITÉ
par Negrescolor

2012... Après avoir touché le plafond de verre d'institutions sourdes à toute expression politique venant de la rue, les espoirs d'une population excédée se sont portés sur Podemos, un nouveau parti qui monte, guidé par un homme au catogan violet sachant surfer sur le ras-le-bol généralisé contre la « caste » et son bipartisme. Le parti de Pablo Iglesias se fonde sur une base populaire et ses cercles locaux cultivent la démocratie directe. Mais les cadres de Podemos disputent le vrai pouvoir. La cour des grands ou rien. « Une des principales leçons que nous enseigne Game of Thrones est que, sur le terrain politique, il n'y a jamais de place pour la légitimité de manière seulement abstraite, pour une légitimité qui n'aurait pas vertu à se transformer en pouvoir politique alternatif, et, en ce sens, qui n'a pas vocation à disputer le pouvoir. » (Pablo Iglesias, *Les leçons politiques de Game of Thrones*, Post-éditions 2015.)

Ainsi, contrairement à ce que supposaient nos ami-e-s avant le voyage, contrairement à la vulgarisation des médias français, Podemos, focalisé sur les législatives du 20 décembre prochain, n'a pas misé sur les élections municipales de mai dernier. Erreur stratégique pour certains. Mains libres pour d'autres, qui ont su lancer un pari municipaliste à partir de leur seule expérience de terrain.

Le 24 mai 2015, des listes de convergence issues des mouvements sociaux, composées de militants de base et de figures d'une société civile désireuse de s'émanciper des politiciens professionnels, ont pris Barcelone, Madrid, Saragosse, Cadix, La Corogne... Sans compter Valencia et Pamplona, aux mains de gauches nationalistes, et des dizaines de localités plus petites. Ce dossier est né de la curiosité, et d'une intuition. Ce qui, contre toute attente, a fait basculer les grandes villes d'Espagne à gauche de la gauche, révèle des enjeux qui dépassent sans doute la ligne des Pyrénées.

Partout où nous sommes passés frémissait comme une remontée de sève du vieil esprit libertaire des années 1930 qui irrigue encore, souterrainement, la conscience collective - la guerre civile en moins. Sans dogmatisme, avec l'envie de trouver des solutions à l'urgence sociale et d'expérimenter de nouvelles formes de fonctionnement collectif, en prise avec des pratiques de transformation sociale. Sans espérances échevelées. Un mouvement lucide sur ses limites, à la fois pragmatique et stratégique.

De la parole directe, des images et des reportages... De quoi partager avec les lectrices et lecteurs de CQFD la révolte, l'émotion et les doutes cueillis en chemin. ◆

LÉXICO

Tout au long du dossier, des mots-clés renvoient à ce lexique, notés en gras et suivis d'un astérisque*.

15-M

À partir du 15 mai 2011 et pendant plusieurs semaines, des milliers de personnes sans drapeau ni parti occupent les places au cri de « *¡Ils ne nous représentent pas!* » et « *Democracia realle maintenant!* », exprimant une défiance radicale vis-à-vis de la classe politique. Le mouvement, au départ fragile, a été fondateur pour l'engagement politique de toute une jeunesse espagnole touchée par un fort taux de chômage (18% en 1996, 8% en 2006, 22% en 2015).

Ahora Madrid

Liste de convergence, avec à sa tête la juge « rouge » Manuela Carmena, ayant remporté la mairie de Madrid en mai 2015.

Barcelona en Comú

Liste de convergence, avec à sa tête Ada Colau, porte-parole de la PAH* locale, ayant remporté la mairie de Barcelone en mai 2015.

Bulle immobilière

Bétonnage frénétique du territoire (aujourd'hui, 3 millions d'appartements vides) dopé par les banques et le blanchiment d'argent. Entre 1996 et 2007, le taux de propriétaires dans le pays passait à 80%. Des centaines de milliers de familles seront ruinées par l'explosion de la bulle. Entre 2007 et 2008, les constructions chutent de 25%, 2 millions de personnes se retrouvent au chômage du jour au lendemain. Ne pouvant plus payer leur crédit ou leur loyer, 600 000 familles ont été depuis expulsées de leur logement.

Crédit

Une loi datant du XIX^e siècle, et relustrée par Franco, oblige les endettés bancaires à payer la totalité du crédit même après que la banque a saisi le bien hypothéqué pour le revendre aux enchères.

Dette

En 2014, la dette espagnole (publique et privée) représen-

tait 424% du PIB, soit 4 fois plus que ce que produit l'économie réelle. La dette bancaire a augmenté de 27% depuis 2007 et la dette publique atteint un billion d'euros. Chaque Espagnol devrait payer 23 000 euros pour la liquider. La dette publique sera le principal obstacle à l'action des mairies du changement*.

Expedientes de regulación de empleo (ERE)

Plans sociaux qui, en Andalousie, ont été le prétexte à des détournements de fonds millionnaires de la part du gouvernement local et des syndicats officiels, sur le dos des travailleurs licenciés.

Iniciativa legislativa popular (ILP)

En mars 2011, la PAH* et d'autres organisations de la société civile utilisent le principe constitutionnel d'Initiative législative populaire, qui permet de porter une loi au Parlement si 500 000 signatures

sont recueillies en sa faveur. Avec 1,5 million de signataires, cette proposition demande : 1. L'effacement de la dette rétroactivement, donc aussi pour les familles expulsées avant le changement législatif, 2. Un moratoire sur les expulsions, 3. La création de logements sociaux pour reloger les familles expulsées, et la réquisition des immeubles vides appartenant aux banques.

Izquierda Unida (IU)

Équivalent espagnol du Front de gauche.

Mairies du changement

Coordination des listes de convergence ayant conquis les plus grandes villes en mai 2015. Réunie à Barcelone en juillet.

Mareas (marées)

Mouvements de masse qui protestèrent, à partir de 2012, contre la privatisation des services publics. Marée verte pour l'éducation, blanche pour la santé, bleue pour l'eau, etc.

Pactes de la Moncloa

Accords pour une transition démocratique signés en 1977 par la droite post-franquiste, le PSOE*, le Parti communiste et les syndicats devenus officiels, posant comme base inamovible la monarchie et l'unité nationale. Après des mobilisations ouvrières et étudiantes, le pays entre dans une ère de libéralisation : indépendance du pouvoir judiciaire, liberté de la presse, droit de réunion, reconnaissance des communautés basque et catalane, période culturelle de la « Movida », etc.

Partido popular (PP)

Droite de gouvernement, anti-sociale et corrompue.

Partido socialista obrero español (PSOE)

Gauche monarchiste et libérale.

Plataforma de afectados por la hipoteca (PAH)

Association de familles ruinées et expulsées de leur logement par les banques. Elle s'est

élargie aux locataires et squatteurs expulsés. Présente dans plus de 240 quartiers.

¡Sí se puede!

Calqué sur le « *Yes, we can* » d'Obama, ce « *Oui, on peut!* » est un slogan ralliant autant les militants des *mareas**, de la PAH* ou les partisans de Podemos.

Appui mutuel (Apoyo Mutuo)

Reprise d'un principe d'organisation du XIX^e siècle popularisé par Kropotkine dans *La morale anarchiste*. Ce principe d'action se répand aujourd'hui comme une traînée de poudre dans les mouvements et centres sociaux.



MADRID LA ROUGE ?

Entre gestion et subversion

Pour Esperanza Aguirre, candidate malheureuse du Partido popular (PP)* aux élections municipales de mai 2015, Madrid est tombé aux mains des « rouges », qui vont implanter des soviets dans tous les districts. « *Elle n'est pas con, Esperanza, c'est exactement ce que nous voulons faire!* », goguenardise Pablo Carmona, activiste aujourd'hui en poste à la mairie (voir entretien page IX). Des « rouges » qui, comme en 1936, vont « *incendier les églises et violer les bonnes sœurs* », selon le tweet d'une députée de Valencia le soir des élections municipales de mai dernier. Où en est-on cent jours plus tard ?

La Puerta del Sol, cœur du Madrid touristique, mais également épicentre du 15-M*, mouvement d'occupation des places démarré le 15 mai 2011, porte les stigmates d'une guerre de signes. Ici, ce ne sont pas les chars, mais une mainmise mercantile qui écrase l'espace public. La station de métro a subi un *namings* bien bourrin : « Vodafone-Sol » – comme si à Paris la station Champs-Élysées était rebaptisée McDo-Élysées. Sur une bâche de 15 mètres de haut, Gareth Bale, attaquant gallois du Real Madrid, serre le poing et hurle un slogan par-dessus la tête des passants : « *Destroy order* »... pour le compte d'Adidas. Dans son ombre, la plus typique enseigne Tío Pepe est exilée sur le toit d'un immeuble nain : transfert opéré à la demande d'Apple, qui vient d'installer 6 000 m² de son froid *merchandising* dans l'édifice le plus imposant de la place, le très mussolinien ex-hôtel de Paris, en façade duquel flotte désormais le drapeau noir – floqué du logo post-édénique de la marque à la pomme. Un peu plus loin, un autre panneau pharaonique fait lever les yeux au ciel, où un mannequin du centre commercial El Corte Inglés minaude en anglais : « *Ils ont changé le monde, pas ma chemise.* »

Le retour à la normale voulu par la classe politique et les multinationales passe par cette réécriture de la rue, là où, deux ans auparavant, des milliers de balcons se paraient de pancartes enflammées contre les coupes budgétaires imposées par l'Europe. Les *mareas** – verte (éducation), blanche (santé), orange (services sociaux) ou jaune (bibliothèques) – inondaient les carrefours de leurs manifestants. La capitale semblait submergée par un tsunami de révolte. Surtout quand ces marées s'unissaient en un arc-en-ciel de résistances. Les immenses squats radicaux tenaient bon, comme le Casablanca, et les centres sociaux comme l'emblématique Patio Maravillas n'avaient pas encore été expulsés. Entre temps, le gouvernement a reculé sur certains aspects les plus scandaleux de son programme d'austérité, mais a tenu bon sur le principal, et la rue s'est fatiguée. Ahora Madrid est né de cette vacance, une organisation montée à la va-vite. Pas un parti (pas de local, pas de programme), mais un espace de coordination. Des anciens squateurs autonomes, des activistes du 15-M, la base de partis de gauche radicale, des désenchantés de partis moribonds (Izquierda Unida* ou les écologistes d'Equo), rassemblés d'abord sous la bannière Ganeamos Madrid, puis Ahora Madrid quand quelques partisans de Podemos se sont joints à l'aventure. Avec l'emblématique juge rouge Manuela Carmena.

Une des premières mesures de la nouvelle municipalité : lancer un audit de la dette municipale (près de 6 milliards



* Célèbre phrase affichée à la sortie de l'autoroute aux abords de Madrid.

d'euros !), à la recherche de malversations et autres conflits d'intérêts commis durant les années PP*. Mais la juge Carmena, qui a plus l'habitude des prétoires que de la rue et manie mieux la balance que le glaive, a tenu à rassurer les créanciers : ils seront payés quelle qu'en soit la conclusion. Révolution en demi-teinte. La curée médiatique a pourtant été lancée dès le premier jour. L'adjoint à la Culture de l'équipe Carmena, membre de feu le centre social Patio Maravillas, a été forcé à démissionner deux jours après avoir pris ses fonctions, accusé de tweets antisémites datant de 2012. Accusation qu'un tribunal, saisi à une vitesse record, a rapidement abandonnée faute de fondement. Dans le même registre, la jeune porte-parole de la nouvelle mairie a été accusée d'avoir montré ses seins dans une chapelle quand elle était étudiante...

Heureusement, l'équipe municipale est un drôle de magma instable, aux histoires diverses. La recherche de crédibilité avant les actes, voilà qui n'est pas du goût de celles et ceux qui viennent du 15-M. Et les bandes de Traficantes de Sueños ou du Patio Maravillas, très organisées malgré leurs racines plongées dans l'autonomie des années 1980, a d'autres plans :

« *La question quand on arrive à la mairie, c'est de savoir si on va avoir une politique de gestion ou de conflit*, explique Fernán, proche de Traficantes et membre du journal indépendant *Diagonal*. *Nous, on n'est pas là pour gérer les problèmes du passé, mais pour continuer à nous battre. C'est justement parce que des copains sont à la mairie qu'on va foutre le bordel dans la rue, plus que jamais.* »

Néanmoins, hors le conseil municipal, des doutes persistent. María Fernández, qui avait participé activement à tous les mouvements sociaux nés de la crise, a lâché prise quand l'essentiel des forces s'est jeté à corps perdu dans le pari municipaliste. Son amie Sol Sánchez, d'Attac-Madrid, trouve l'adjoint au maire délégué à l'Économie compétent, mais María vitupère la tiédeur des premières mesures : « *La seule remunicipalisation de services a été celle des pompes funèbres, le contrat arrivant à terme.* » D'ailleurs, la plateforme intersyndicale des éboueurs est furax : Ahora Madrid avait promis de réembaucher les 1200 agents licenciés en 2013 par l'entreprise sous-traitante suite à un plan social. L'entreprise rechignant à obtempérer, la mairie envisage de les rembaucher, mais vu l'état des finances,

elle annonce un échelonnement sur plusieurs mois ou années.

La révolte du 15-M, des marées sociales et des marches pour la dignité, qui a atteint son zénith lors de l'encerclement du Congrès des députés par 40 000 manifestants en septembre 2012, est-elle retombée ? Le mouvement social a-t-il foncé tête baissée dans le chiffon rouge de l'institutionnalisation ? Difficile d'en juger avec si peu de recul. Une chose est sûre, les nouvelles mairies réalisent ce qui paraissait inimaginable il y a cinq ans : bousculer le socle du bipartisme et de la monarchie sur lequel repose le « système de 1978 » – pactes de la Moncloa et Transition démocratique*.

La corruption devenue endémique¹ et le système des « portes-tambour » qui permet aux gouvernants ayant privatisé des entreprises d'y être embauchés après leur mandat, ont dégoûté les classes populaires et moyennes. Le discrédit des Bourbons, dont l'abdication de Juan Carlos I^{er} est le résultat, n'est pas anecdotique. La détestation généralisée de la classe politique, qui explique le coup de tonnerre des dernières municipales, non plus : « *Le PP n'a aucune idéologie, même néolibérale. C'est un cartel de caciques corrompus, des petits-fils de pontes franquistes qui considèrent ce pays comme leur chasse gardée. Ils méprisent copieusement le peuple* », assène María, assise à la terrasse d'un bar de la place 2-de-Mayo.

Effet pervers, le pari municipaliste aura été une véritable saignée pour les mouvements sociaux. Les plus actifs, les plus doués pour la communication ou l'organisation collective, celles et ceux au carnet d'adresses bien fourni, se sont impliqués dans le processus électoral, déshabillant le front de l'action collective dans les rues. Mais la plupart des personnes rencontrées, même critiques sur la dérive électoraliste et personnaliste (« péroniste », disent certains...) de Podemos, reconnaissent que le moment est, si ce n'est historique, du moins exceptionnel, riche en enseignements et en expériences. Malgré les divergences, tout le monde souhaite la subversion de l'état des choses actuel. Rares sont ceux qui se contentent d'invoquer les mânes des amis de Durruti. Les idées libertaires se confrontent au pragmatisme, elles servent d'aiguillon et de garde-fous plus que de surmoi radical. L'urgence sociale est telle que l'heure n'est pas à la crispation sur des postures érudites. Plutôt à l'intelligence partagée et affinée dans l'action. ●

1. Carlos Solchaga, ex-ministre des Finances de Felipe González, déclarait avec fierté que « *l'Espagne est le pays [européen] où l'on peut s'enrichir le plus rapidement* ». Sa collègue à la Culture, Carmen Calvo, préférerait cultiver l'ambiguïté : « *Nous gérons l'argent public et l'argent public n'est à personne.* » À droite, on se lâche : « *Je suis entré en politique pour m'en foutre plein les poches* », avouait Vicente Sanz, alors président du Partido popular de Valencia.

« Prolonger la colère de la rue »

Entretien avec Carlos Macías, porte-parole de la PAH de Barcelone

Sous ses lunettes et barbe fine, le visage souriant de Carlos a longtemps voyagé en Amérique latine, rapportant dans les valises de ses yeux une expérience de révolutionnaire avisé. Il retrace l'histoire des Plataformas de afectados por la hipoteca (PAH) luttant contre le système inique des hypothèques et expulsions.

Le BTP était devenu le modèle économique de l'Espagne, mais avec la crise la fin du « rêve espagnol » a sonné. Jusqu'en 2007, l'État et les banques poussaient les gens à s'endetter, exerçant ainsi une forme de contrôle social : un peuple endetté n'a plus le temps de s'organiser, de penser à faire la révolution ou de défendre ses droits. Avant que la bulle immobilière* n'explode en 2008, des gens qui venaient des mouvements sociaux sur le logement ou luttant pour les droits élémentaires se sont regroupés et ont anticipé la crise à venir. Ils ont pensé que les luttes sur le logement pouvaient constituer un sujet politique pour les années à venir. De là est née la PAH*, ici à Barcelone en 2009, avec la volonté de dénoncer le système en cours et de regrouper les gens qui en étaient victimes en vue d'actions collectives, sur des bases autogestionnaires et d'entraide, avec une organisation en assemblées.

Le mouvement s'est vite propagé. Aujourd'hui, il y a 70 groupes en Catalogne et 240 dans l'ensemble de l'État espagnol. Nous faisons une assemblée régionale chaque mois pour nous coordonner et mener des campagnes communes, et nous organisons des rencontres tous les trois mois au niveau national. Chaque entité est autonome localement, avec des décisions prises au consensus et des groupes de médiation en cas de conflit. Le 15-M* a beaucoup renforcé les PAH : c'est le moment où je m'y suis engagé, cherchant une manière de concrétiser et de prolonger la colère partagée dans la rue. Une autre force de la PAH, c'est de rassembler des gens différents : ceux qui sont issus du mouvement squat avec leur savoir-faire pour l'ouverture de bâtiments, des anarchistes de toujours et d'autres issus de mouvements plus citoyennistes. Sans compter toutes les personnes pour qui c'est la première forme d'engagement de leur vie.

Dans un pays qui connaît le plus grand nombre d'expulsions en Europe mais aussi de logements vides, il a été facile de démontrer l'implication des gouvernants, des banques et des entreprises de construction. Nous avons ensuite mené des actions directes de désobéissance civile non violentes pour nous opposer aux expulsions et nous avons fait pression sur les banques pour qu'elles débloquent les situations. Nous avons aussi mené des campagnes pour que la législation permette d'annuler la dette en cas d'expulsion. Nous avons « récupéré » collectivement des logements vides appartenant aux banques ou au gouvernement, et milité pour l'accès à un loyer social. L'imaginaire a beaucoup changé : la population comprend ces occupations, ce qui nous protège un peu de la répression. Et grâce à ce soutien populaire, les gens qui participent à la PAH gagnent en puissance, car ils oublient leurs peurs.



Après la dénonciation et l'action directe, nous avons fait des propositions législatives, comme l'ILP* en 2012, qui a mis le thème du logement dans l'agenda politique. Tous les partis ont eu à se positionner sur un changement de législation. Seul le **Partido popular (PP)***, qui a la majorité absolue au Parlement, a jusqu'ici refusé de changer la loi selon notre proposition. Cette année, nous avons donc opté pour une forme d'action inspirée des luttes argentines, les *escraches*, destinées là-bas aux anciens tortionnaires de la dictature bénéficiant d'une impunité légale. Nous sommes allés devant les domiciles des élus PP munis de panneaux verts « *¡Sí se puede!* » [« Oui, on peut »] avec nos revendications et des pancartes rouges disant « *¡No!* », avec ce qui devait cesser. Bien entendu, cela ne leur a pas plu, ils ont tenté de nous criminaliser en nous traitant publiquement de terroristes, de nazis à la solde de l'ETA. Bref.

On a alors saisi les administrations et les municipalités pour non-assistance à personnes en danger et violation des droits humains, et on leur a demandé de soutenir ces réquisitions de logements vides, ce qui a eu au début un peu de succès. Mais les administrations locales ont

peu de compétences, aussi nous avons saisi les instances régionales, avec par exemple une proposition législative populaire au parlement de Catalogne, pour demander une aide destinée aux victimes du système de crédit et aux occupations. Même s'il n'y pas de statistiques officielles, des milliers de familles vivent aujourd'hui dans des logements occupés à Barcelone, et après la vague des expulsions dues aux hypothèques, 65% d'entre elles sont motivées par des impayés de loyer. Tout cela s'accompagne de revendications pour un logement digne, avec l'accès à l'eau, à l'électricité et au gaz.

Depuis l'arrivée au pouvoir de la nouvelle mairie, les changements, comme l'arrêt des expulsions d'édifices publics, demeurent plutôt symboliques, vu qu'il y en avait peu. Mais ça ne fait que 100 jours qu'elle est au pouvoir. Elle a imposé une table de négociation avec les banques et toutes les associations de lutte, dont la PAH, ce qui n'est pas rien, car cela faisait un an que le dialogue était rompu. Notre première revendication a été de pouvoir participer pleinement aux décisions concernant le logement, non pas dans un cadre formel mais dans une optique de travail en commun. Trois groupes de

travail ont été créés, pour les trois points les plus urgents : 1. les expulsions – comment changer les politiques locales liées aux expulsions ? 2. les services sociaux – comment aider les personnes touchées par les expulsions ? 3. les logements vides – comment mobiliser ces espaces au service des personnes ?

Peut-être attendons-nous plus de **Barcelona en Comú*** ou de **Podemos** que du **PP*** ou du **PSOE***, mais nous ne sommes liés à personne. Par exemple, nous faisons pression sur la nouvelle mairie pour réaliser un recensement précis des logements vides dans la ville. À qui appartiennent ces logements ? Sont-ils squattés ? Quels sont ceux en situation d'insalubrité ? Réalisé par les services de l'État en 2011, le seul recensement en notre possession dénombre 80 000 logements vides : un chiffre indubitablement en dessous de la réalité. À partir de nouvelles données, on pourra pousser la mairie à lancer des réquisitions : si un logement est vide depuis trois ans, le propriétaire peut soit recevoir une amende de 500 000 €, soit être exproprié, et son bien transformé en logement social. Si l'appartement est insalubre, le propriétaire est également obligé de le réhabiliter.

Tout cela est comme un engrenage, et le seul acteur-clé, c'est la société civile organisée. Si la rue n'exerce ni pression ni contrôle, la mairie ne pourra rien faire, même avec la meilleure volonté. On est prêts à mettre la misère à Ada Colau et son équipe s'ils oublient la rue. Mais il est vrai que la population est moins mobilisée, nous vivons un moment d'accalmie dans les cycles de lutte. Par ailleurs, les expulsions liées au crédit ont été très rapides et très brutales. Face cachée de l'iceberg, les expulsions liées aux loyers sont inscrites dans un dispositif plus général de précarisation et de crise, ce qui fait que les gens ont du mal à tenir dans la durée.

Les gens qui ont fondé la PAH venaient du mouvement squat et connaissaient bien l'histoire zapatiste au Mexique. Il y avait des liens forts avec ceux qui ont lutté lors de la crise en Argentine, ce qui nous a donné des bases puissantes en termes d'horizontalité et de partage des savoir-faire, dans une perspective révolutionnaire. Que veut dire « faire la révolution » ? Si cela signifie tout changer du jour au lendemain, ce n'est pas ce que nous sommes en train de faire. Mais il y a des prolos qui côtoient des gens de la classe moyenne ou des immigrés, réunis autour des mêmes enjeux. Des gens qui sans la PAH ne se seraient jamais parlé et qui s'entraident dans des situations concrètes d'expulsions ou de démarches administratives – le tout avec beaucoup de femmes très actives. Ce dialogue transforme l'imaginaire et les *a priori* de chacun. Or justement, transformer l'imaginaire collectif, c'est déjà un processus révolutionnaire.

APOYO MUTUO

Les assemblées ouvertes de la PAH de Vallecas

Après plus d'un demi-million d'expulsions locatives et hypothécaires en cinq ans, la question du logement en Espagne est brûlante. La Plataforma de afectados por la hipoteca (PAH), avec ses 240 regroupements, est devenue un puissant mouvement populaire, riche en expériences. Impressionné, CQFD a assisté à une assemblée de la PAH de Vallecas, l'un des districts les plus pauvres et turbulents de Madrid.

Le train de banlieue nous laisse un arrêt avant Leganés, à Zarzuela. Le nom, « ronce-brûlée », évoque les landes austères que traversait le héros du *Manuscrit trouvé à Saragosse*. Pourtant, c'est une zone urbaine très contemporaine qu'on découvre depuis le quai : des barres rouge brique de cinq ou six étages s'étirent à perte de vue, reliées entre elles par des rues tracées au cordeau, pratiquement désertes en cette matinée d'octobre ensoleillée. C'est ici que vit Iván, publicitaire hébergé par ses parents, et membre de la PAH* de Vallecas. Piercing au nez et pantalon porté bas, la corpulence et la gouaille d'un Sancho Pansa plutôt que le lyrisme désespéré du chevalier à la Triste Figure, il s'est impliqué dans les assemblées de quartier anti-expulsions depuis le mouvement du 15-M*.

Marketing de la misère

« La PAH est là pour obtenir ce que l'État est incapable d'offrir : le droit à un logement digne pour tous. » Iván, que ses camarades surnomment « Power Ranger », a l'élocution rapide de celui qui connaît son sujet sur le bout des doigts. Il manie volontiers l'ironie et décrit la banlieue où il vit comme « un quartier familial, tranquille, trop tranquille », mais s'émeut lorsqu'il parle d'une famille gitane mise récemment sur le trottoir. « Je travaille dans la pub et je peux te vendre ce que je veux, lâche Iván sur un

ton provocateur. Surtout si t'es un péquenot de Leganés. Mais dans les agences de pub qui bossent pour les banques, c'est des vingtaines, des centaines de mecs comme moi qui se sont échinés à faire passer le message : "Endettez-vous!" »

« Payer un loyer, c'est jeter l'argent par les fenêtres », était l'un des slogans les plus martelés. Les directeurs d'agence proposaient des crédits groupés pour acheter maison, voiture neuve et, pourquoi pas, payer les études des enfants. Mais ces hypothèques étaient assorties de clauses abusives*, ainsi que de taux d'intérêt exponentiels. Lorsque la bulle* a explosé avec la crise financière de 2008, des milliers de ces petits propriétaires ont perdu leur emploi et les moyens de payer leur crédit. L'Espagne, comme toutes les nations développées, a renfloué avec de l'argent public ces mêmes banques pour leur éviter la ruine après le krach financier de 2008. Et ces dernières en ont profité pour faire main basse sur des dizaines de milliers de logements, tout en réclamant le paiement du crédit.

Voilà pourquoi, lorsque la PAH occupe des édifices vides appartenant aux banques, les activistes parlent de « récupération », puisque ces immeubles ont été doublement payés par la société. « Pendant les années de la bulle immobilière, ce pays a vécu dans une illusion. Si on te fait croire que tu n'es que ce que tu possèdes, tu veux logiquement posséder au moins autant que ton voisin. Tu veux avoir un

appartement et une voiture neuve, emmener ta famille en vacances, sortir dans les bars pour t'empiffrer de gambas... Et puis d'un coup, pffft! Ce mensonge s'écroule et tu te retrouves une main devant et l'autre derrière. Ce jour-là, le pouvoir te fait la morale en te disant que tu as vécu au-dessus de tes moyens. Mais en attendant, certains se sont enrichis sur ton dos. Tout ça, ce n'est pas une crise, c'est une méga-arnaque! », continue Power Ranger.

Sur son iPhone, l'activiste nous montre un graphique. Depuis la crise de 2008, 579 000 « exécutions hypothécaires » (entendez « expulsions ») ont été menées à « bien » dans l'État espagnol, et nombre de leurs victimes ont dû se réfugier chez leur famille ou dans des squats – où elles ont côtoyé des expulsés locatifs. « Après le 15-M, tout en conservant son nom, la PAH s'est ouverte aux ex-locataires, et même aux squatteurs pur jus, devenant un mouvement transversal pour le droit à un logement digne pour tous et toutes », explique Iván. Si 71 000 expulsions pour non-paiement d'un crédit immobilier ont été exécutées depuis 2013, 94 000 expulsions locatives ont eu lieu dans le même laps de temps. « Pour forcer le gouvernement à légiférer, nous avons dû aller jusqu'à mettre en avant le suicide d'un couple de personnes âgées le jour où il allait être expulsé de son appartement », déplore Iván.

Mis sous pression par une situation sociale explosive, le gouvernement du

Partido popular (PP)* a improvisé un déhanché de torero esquivant le coup de corne : il a fait voter une loi qui permet à certaines familles nombreuses en difficulté de bénéficier d'un moratoire de deux ans sur le paiement de leur crédit. Moratoire durant lequel les intérêts de la dette continuent de gonfler... D'autre part, dans certains cas extrêmes, il existe aujourd'hui la possibilité d'abandonner son bien à la banque et que celle-ci « pardonne » la dette... 5 000 foyers ont pu ainsi rendre les clés de leur appartement sans devoir continuer à payer leur crédit, opération joliment baptisée « *dación en pago* » (donation à titre de paiement).

Échanges de bons procédés

Vallecas, district [arrondissement] populaire de Madrid, petites maisons basses, blanches et grises, aux airs d'Amérique latine, immeubles défraîchis, en contraste avec le centre-ville. La PAH occupe cinq édifices pour y loger des familles sans toit. Le jour de notre arrivée, onze d'entre elles viennent d'être relogées par la Sareb à force de pressions. La Sareb, c'est « *el banco malo* », une société financière dont le capital, majoritairement privé, est garanti par l'État. Grosse lessiveuse légale créée en 2012 pour racheter les actifs toxiques accumulés par les banques et les caisses d'épargne, elle gère un parc immobilier conséquent et, de ce fait, se trouve souvent confrontée à la PAH : on vous rend les immeubles qu'on occupe si vous relogez leurs habitants. À interlocuteur foireux, négociations forcées.

Dans le centre social autogéré La Villana de Vallecas, en ce mercredi 7 octobre, a lieu une assemblée. Une centaine de participants se sont installés dans une pièce en L trop étroite. Malgré l'exiguïté, la réunion se déroule sans accroc, entre émotion, appui mutuel*, projets et résolutions. Une mère de famille colombienne remercie les présents : « Grâce à vous, grâce à nous, mes enfants et moi avons un toit aujourd'hui. » Elle a du mal à retenir ses larmes et les gens l'applaudissent à tout rompre. « ¡Sí se puede! ¡Sí se puede! », scande-t-on en chœur.

Une nouvelle venue expose son cas, et quelqu'un lui répond sur la base de sa propre expérience : « Tu dois d'abord aller voir ton banquier pour qu'il mette un coup de tampon sur ce formulaire qui confirme que tu négocies l'échelonnement du paiement de ta dette. Ça te protégera d'une expulsion immédiate. S'il le faut, je t'accompagnerai pour une deuxième visite, il n'a pas le droit de refuser. Et s'il fait encore la forte tête, on lui dira que la prochaine fois, on reviendra à dix, puis à vingt. » Au bout de cinq ans d'actions directes, de harcèlement verbal et de communiqués-chocs, les banquiers savent que la PAH ne plaisante pas. Sa capacité de mobilisation est telle qu'en moins de deux, elle peut organiser un pique-nique sauvage pour



Miguel Brieva

bloquer une agence ou transformer leur siège en guinguette avec bal populaire ! « *Il faut que tu sois patiente. Moi ça a pris un an avant qu'on me trouve où dormir. Mais n'oublie pas : jamais une banque ne nous a intimidés ! Elle va céder, elles cèdent toujours face à nous* », insiste une mère de famille africaine relogée. Voilà la nouvelle venue bien armée pour entamer la pénible ascension des démêlés administratifs post-expulsion.

L'idée n'est pas de se battre pour le droit à la propriété de la classe moyenne, mais pour un droit universel au logement.

L'assemblée fait preuve d'une capacité d'accueil et d'écoute exemplaire, tout en restant ferme sur le déroulé des débats. La modératrice de séance n'hésite pas à couper la parole à celui qui s'égare : « *Paco, tu as déjà raconté ton histoire la dernière fois, garde ta salive pour le travail en commission !* » L'assistance, attentive, est hétéroclite : prolos espagnols, femmes de ménage sud-américaines, Antillaises, Maghrébines, une vieille dame permanentée, quelques Subsahariens, un ou deux avocats spécialisés en droit du logement, une poignée d'activistes à dreadlocks, des enfants courant entre les jambes des adultes...

Et une jeune Scandinave, Lotta, tombée amoureuse du pays lors du mouvement d'occupation des places du 15-M, alors qu'elle était étudiante Erasmus. Depuis, elle vit ici et connaît les mêmes difficultés que beaucoup. Dans l'impossibilité de payer sa part de loyer dans une coloc' sans bail légal, elle a rejoint la PAH et occupe un immeuble avec quatre familles. Juste avant l'AG, sur le toit-terrasse, Lotta était pendue à son portable, d'où elle venait d'envoyer un communiqué de presse annonçant la victoire de onze familles relogées. « *Nous avons négocié des loyers calculés par rapport aux revenus de chaque foyer, ne pouvant pas dépasser 10% de ces revenus s'ils se situent en dessous du salaire minimum. Mais comme avec la loi de 2013 les baux sont de trois ans, les gens restent membres de la PAH en prévision de possibles augmentations à la fin du bail. À terme, comme ces situations risquent de se généraliser, nous allons finir par devenir un syndicat de locataires des banques !* »

Après s'être congratulée pour le relogement des onze familles, l'assemblée se divise en quatre commissions : la première n'est pas ouverte, car elle prépare en secret l'occupation d'un nouvel immeuble prévue pour le mardi suivant ; la seconde, baptisée ironiquement *Obras sociales* (en souvenir des œuvres sociales et des patronages culturels des caisses d'épargne...), s'occupe des négociations avec les banques autour des immeubles déjà occupés ; la troisième, « *hipoteca* », aborde aujourd'hui l'épineux sujet de la relation avec la nouvelle mairie et son tout nouveau « Bureau de médiation hypothécaire » ; la dernière commission s'occupe des multiples démêlés avec Bankia.

La fonction sociale du logement

Bankia est née en 2010 de la fusion de sept caisses d'épargne, avec une participation de l'État à hauteur de 45%. Son président, Rodrigo Rato, ancien ministre de l'Économie du gouvernement Aznar et directeur général du FMI de 2004 à 2007, l'a fait entrer en bourse en 2012, obligeant peu après l'État à y injecter 24 milliards pour éviter la faillite. Rato est actuelle-

ment poursuivi pour blanchiment de capitaux, fraude fiscale, escroquerie, faux et usage de faux, ainsi que pour avoir « consenti, favorisé et accepté » l'usage de cartes de crédit de complaisance – appelées « *tarjetas black* » – généreusement distribuées aux dirigeants de Bankia et à des hommes politiques. À Vallecas, nombreuses sont les familles expulsées par cette mafia.

Réunie dans le bar du centre social, la commission Bankia se penche sur des histoires personnelles, au cas par cas, et cherche à trouver des solutions pratiques à des problèmes souvent dramatiques. Une Dominicaine et son fils adolescent expliquent que leur logement, acheté à crédit, tombe en ruine. « *Regardez cette photo, le plafond est fissuré de part en part, on a dû poser six étais autour de la table du salon ! Comme le sinistre est d'origine structurelle et affecte tout l'immeuble, la copropriété va engager un gros chantier, mais vu que j'ai déjà du mal à payer mon crédit, je vais me retrouver dans une situation impossible. Et mon garant, c'est ma patronne, une vieille dame invalide dont je m'occupe. Je ne peux pas la trahir !* » Comme à chaque intervention, les présents étudient le dossier en commun et partagent leurs expériences. Certaines se proposent à l'accompagnement dans les démarches administratives. Une autre femme, sud-américaine, raconte que son mari, avec qui elle avait contracté le crédit de sa maison, a disparu. Un avocat lui explique qu'elle devra tout tenter pour le recontacter, car aucune négociation avec la banque ne pourra se faire sans lui.

Après la réunion, on boit des bières et on fume sur le trottoir. Ismael, jeune du quartier marié à une Colombienne avec qui il a un garçonnet, fait partie du groupe communication, avec Lotta. Il est vigile au Corte Inglés, supermarché haut de gamme, et avoue ne pas faire trop de zèle quand il voit des clients escamoter de quoi manger dans les rayons. « *On fait partie des onze familles relogées, mais on ne va pas s'arrêter là : "Aujourd'hui pour moi, demain pour toi", voilà ce que veut dire l'appui mutuel. La PAH-Vallecas, c'est devenu une grande famille. Quand on organise des fêtes, les Bukaneros, un gros club de supporters antifascistes, viennent nous soutenir. Ce quartier a une longue histoire de luttes ouvrières, de campements gitans, de comités de quartier...* »

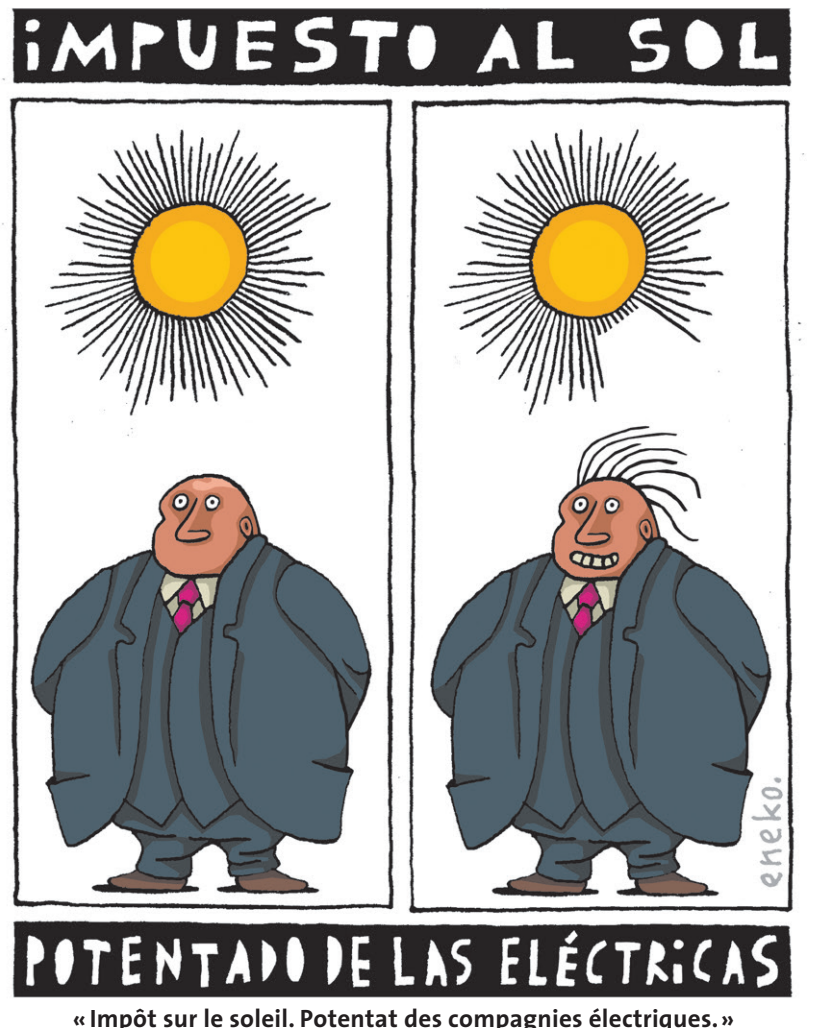
Et la relation avec la nouvelle mairie ? Moue dubitative. « *Des amis qui sont à l'intérieur nous disent que nous ne sommes pas en odeur de sainteté auprès des plus tièdes du conseil municipal. Selon eux, nous agissons en marge de la légalité, et ils préfèrent nous laisser nous démerder avec les banques... D'ailleurs, jusqu'ici, Manuela Carmena s'est réunie avec les banquiers, mais pas avec nous. Elle a déclaré Madrid "ville anti-expulsions", or les expulsions locatives continuent bel et bien.* » Ismael tire sur sa cigarette, le regard fixé sur un point invisible, au-delà de cette ruelle bordée de maisons décaties. « *On verra, on jugera sur pièce.* »

Lotta ne dit pas autre chose : « *La promesse d'Ahora Madrid d'exproprier les logements aux mains des banques avait fait naître un grand espoir. Maintenant, ils disent que ce n'est pas de leur compétence. Leurs mesures nous paraissent insuffisantes. Le bureau de médiation négocie un échelonnement de la dette, quand nous nous battons pour sa suppression. Et puis les expulsions pour hypothèque ne constituent que 15% du total des expulsions. L'idée n'est pas de se battre pour le droit à la propriété de la classe moyenne, mais pour un droit universel au logement.* » En fin de soirée, Ismael et sa compagne nous raccompagnent en voiture au métro, pour que la lourde porte automatique d'accès aux quais ne se ferme pas sur notre nez. ◆

1. La Commission européenne préconise le dédommagement des victimes de ces clauses abusives, ce qui supposerait le paiement de 20 milliards d'euros par les banques, soit 1,5% du PIB espagnol (eldiario.es, 28 octobre 2015). La PAH pose la question : combien de milliers d'expulsions étaient donc illégaux ?



Rajoy, Premier ministre du Partido popular (PP)*.



« Impôt sur le soleil. Potentat des compagnies électriques. »

« Tout espace de lutte est aussi un espace de débat »

Entretien avec Mayte Sánchez, première adjointe au maire de Puerto Real

À 31 ans, Mayte est déléguée au logement social et à la participation citoyenne à la mairie de Puerto Real, ville ouvrière de 40 000 âmes dans la baie de Cadix. Elle raconte comment un ancien fief du Parti communiste voué à la construction navale et aéronautique a basculé vers l'hypothèse Podemos.

Quel a été ton parcours politique ?

Mon engagement a réellement commencé à partir du 15-M*. Après, j'ai rejoint Izquierda anti-capitalista [IA, parti trotskiste fondé en 2009], et j'ai participé aux mouvements féministe et étudiant, ainsi qu'aux assemblées de quartier. Ici, le 15-M est arrivé avec deux mois de retard, ce qui est énorme dans un moment où tout allait très vite, mais les occupations de places ont eu un franc succès.

Comment un bastion historique du PC passe-t-il aux mains de Podemos ?

Les gens d'ici n'ont pas gardé un bon souvenir de tant d'années de muni-

cipalité d'Izquierda Unida (IU)*. Pour la plupart des gens, c'était la première fois qu'ils descendaient dans la rue et expérimentaient des formes de politique directe et de prises de décisions communes. Un vrai apprentissage à partir de zéro : il y avait beaucoup de contradictions, et il fallait respecter les rythmes, se montrer humble et prouver qu'on ne voulait rien imposer – juste participer. Après, avec le mouvement des *mareas**, les gens ayant fait leur propre expérience ont mieux accepté la présence de militants. Pour moi, tout espace de lutte est aussi un espace de débat. Sinon, il cesse d'être utile pour avancer collectivement.

Comment se sont passées la campagne, puis l'arrivée au pouvoir ?

Comme Podemos ne s'est pas investi dans les municipales en tant que parti, nous avons créé la liste « *Puerto Real sí se puede* ». Nous avons conscience d'arriver dans une institution qui n'est pas pensée pour servir les intérêts de la population. Notre idée, c'était d'ouvrir les portes et les fenêtres pour que les gens voient de l'intérieur ce qu'est l'institution. Quand on lutte depuis la rue, le problème de la communication est vital ; maintenant que nous sommes à la mairie, nous pouvons mieux communiquer sur les problèmes qui concernent les gens et non pas pour servir notre propre

Et le problème du logement ?

L'office HLM de Puerto Real a un « trou » de 28 millions d'euros, en plus des 148 millions de dette de la ville. Nous sommes mis sous tutelle par l'État. Le parc de logements sociaux est en mauvais état et demande une rénovation que nous aurons du mal à financer. Nous réfléchissons avec les gens pour inventer des solutions. Nous allons encourager la création de coopératives d'habitants qui pourraient réhabiliter les logements vétustes appartenant à la mairie en échange de loyers très modérés.

Quelles sont les actions les plus prometteuses que vous pensez mener ?



cipalité d'Izquierda Unida (IU)*. Sous ses mandats successifs, la dette n'était pas encore abyssale, mais il n'y a pas eu de politique d'avenir, rien n'a été fait pour protéger l'environnement, ni les services publics. Il y avait bien des actions sociales, mais IU n'a jamais tenté de sortir du cadre capitaliste, et ça, les gens s'en souviennent. L'ancien maire, Antonio Barroso, avait été leader syndical des chantiers navals, et il s'appuyait beaucoup sur des réseaux clientélistes, ce qui a fragilisé le tissu associatif et démobilisé les gens. De telles pratiques peuvent permettre de durer, mais pas de créer une autre dynamique.

Comment s'est passé le 15-M ici ?

Les gens venaient avec une telle désillusion par rapport à la politique qu'ils rembarraient toute personne se revendiquant d'un parti ou d'un syndicat. Peu importait que ce soit un type sincère, combatif, militant de base, les gens ne voulaient rien savoir : pas de sigles, pas de drapeau – pas même ceux pour lesquels la classe laborieuse avait lutté ! Et puis les gens venaient aussi de longues années de démobilisation, du cadre étroit des débats imposés par les émissions télévisées et les journaux traditionnels...

Comment expliques-tu la rapidité avec laquelle vous êtes passés des assemblées de rue à la prise de la mairie ?

Le 15-M, avec ses pratiques de communication directe, a renversé l'hégémonie idéologique imposée jusque-là. Les gens ont commencé à ne plus croire au discours martelé par les médias selon lequel la crise était de notre faute, parce que nous avons vécu au-dessus de nos moyens. De ce « capital » de mécontentement est né aussi Podemos, dont le nouveau discours s'est glissé par une fissure dans le dispositif médiatique, sans que le pouvoir n'ait le temps de l'évaluer.

Néanmoins, le plus intéressant, c'est la dynamique de base, les assemblées qui se sont créées dans les quartiers grâce à l'enthousiasme des gens. Ici, notre cercle a commencé avec dix personnes, puis vingt... Nous avons su créer une dynamique de participation avec les habitants de la ville, et rapidement, nous étions cent, puis deux cents... En plus d'un fort suivi sur les réseaux sociaux, il y a eu des assemblées assez larges pour décider si nous nous présentions ou non aux municipales. Nous avons soupesé le pour et le contre, ce n'était pas évident. Nous ne voulions pas le pouvoir pour le pouvoir, mais transformer la société... Et nous ne pensions pas gagner !

carrière. On n'a pas de budget pour payer des experts en com' censés faire la publicité de nos actions. Notre discours est en prise directe avec la rue, et ça nous suffit. On est arrivés ici avec une certaine ingénuité, mais on s'est dit qu'on pourrait utiliser les outils des gouvernants à de meilleures fins. Ces choix font que nous rencontrons des difficultés et que nous allons sûrement commettre des erreurs.

Notre salaire a été calculé sur le salaire moyen dans la baie de Cadix : 900 €. Par ailleurs, nous avons pour principe d'action la rotation des tâches et la révocabilité des mandats. L'assemblée du cercle local de Podemos, qui est à la base de notre élection, continue d'exister et nous lui rendons des comptes quant à nos propositions et à nos actions. Voilà quelques-uns de nos vaccins contre les tentations du pouvoir.

Quelle est la composition sociale de l'équipe municipale ?

Antonio Romero, le maire, est un éducateur de rue de 39 ans. Moi, je suis prof vacataire au chômage. Le copain chargé des employés municipaux était syndicaliste et membre du CE d'une boîte de sous-traitance d'Airbus. Encarna est aide-soignante. José Antonio, instit' Il y a aussi un retraité de la Marine.

Notre programme contient peu de promesses, à part la transparence et l'ouverture de nos actions à la participation citoyenne. Nous allons convoquer des assemblées pour rendre compte de nos cent premiers jours et recueillir les propositions. Le thème des potagers urbains, collectifs et autogérés, est déjà en bonne voie : nous avons de nombreux terrains municipaux à disposition et c'est une demande qui émane directement des habitants de la ville.

Nous n'en sommes qu'aux premiers mois de notre mandat et tout est allé très vite. Pour gagner en expérience, partager nos idées et nos difficultés, nous avons participé à une coordination des *mairies du changement** à Barcelone, puis à une autre à Malaga, où le thème de l'*appui mutuel** était très présent. Nous avons aussi parlé du problème de la *dette**, qui ne pourra pas être résolu chacun dans son coin. Les dettes municipales sont si importantes que l'on doit penser collectivement à la façon de nous en affranchir en refusant de payer. Cela ne pourra se faire qu'après un audit public et si de nombreuses mairies mènent un mouvement commun de désobéissance pour dire : « *Nous ne paierons pas, car cette dette est illégitime.* » ●

LA MAIRIE DES SANS-TERRE

Si les yeux sont le miroir de l'âme, le paysage reflète l'histoire d'un pays. Celui qu'on traverse entre Séville et El Coronil en dit long sur la structure sociale de la région. Entre la plaine du Guadalquivir et la sierra de Cadix, les collines sont labourées à perte de vue. Pas un arbre à l'horizon. De-ci de-là, un *cortijo de señoritos*, avec sa longue allée bordée de palmiers et ses armoiries au-dessus du portail. Depuis la Reconquista, la monoculture latifundiaire règne ici en maître, pour les siècles des siècles. Et ce ne sont pas les quarante ans de pouvoir sans partage du PSOE* en Andalousie qui y auront changé grand-chose. De loin en loin, un bourg apparaît, comme un mirage surgi de nulle part. C'est là où se concentre le peuple sans terre, là où le *latifundio* vient puiser la main-d'œuvre dont il a – de moins en moins – besoin. L'histoire d'El Coronil, gros village de 5 000 habitants, ne peut se comprendre sans ce coup d'œil panoramique.

Temps de récolte. Devant le Centre ouvrier Diamantino García, une équipe de volontaires revient de la coopérative El Indiano, fondée par le Syndicat andalou des travailleurs (SAT) dans une ferme occupée depuis vingt ans. « Artichaut pour tout le monde ! C'est bon pour le foie, mais mauvais pour mes reins... »,

grince Vinagre, le bien nommé. En habit de travail, Diego Cañamero nous reçoit chez lui, dans le modeste salon d'une des maisons autoconstruites sur le mode Castor, en coopérative. Après l'embrassade, un clin d'œil vers Mari, notre hôte ce soir : « Vous allez être hébergés par la première ouvrière agricole élue députée dans ce pays », sourit Diego, figure du SAT, syndicat de journaliers agricoles croulant sous les procès et les amendes pour occupation illicite de terres ou entrave à la circulation et à la liberté du travail... Il a été maire d'El Coronil pendant des années. Aujourd'hui, ayant cédé le secrétariat général du syndicat, il est redevenu militant de base. Occupations de grandes propriétés sous-exploitées, coopératives, expériences municipales... : les gens du SAT ne tombent pas de la dernière pluie. « Cette vague récente pour la transformation sociale n'est le patrimoine de personne. Les primaires de Podemos ont été trop pyramidales, contrôlées depuis Madrid. Nous nous y sommes présentés, mais loin de nos terres, qui peut juger de notre légitimité ? Le discours s'est décaféiné, pour séduire le "centre". Pablo Iglesias parle de transversalité, mais nous, nous avons une histoire qui nous ancre à gauche, avec nos revendications de réforme agraire, de revenu minimum

garanti, de défense de l'eau et des services publics. Il faut parler clair. Si tu te caches, tu finis par en payer le prix. »

En route vers la mairie, la députée paysanne Mari García nous montre un immeuble neuf : « Le promoteur a fait faillite et les banques qui l'avaient financé se disputent les appartements. En attendant, des jeunes du village les occupent. » Vers le centre de la bourgade, les séqueles de la gestion municipale du PSOE, « le parti des notables », sautent aux yeux : des abribus monumentaux, rendus inutiles par une remodelation de la rue principale pour le moins maladroite : les autocars ne peuvent plus manœuvrer et s'arrêtent à l'entrée du village. La faute à un terre-plein central recouvert d'une minable imitation de Gaudí en mosaïque et agrémenté d'arbres métalliques d'un goût douteux... « Lorsque le PSOE a pris la mairie il y a huit ans grâce au vote d'un transfuge, il a trouvé un excédent de 80 000 euros. Aujourd'hui, nous héritons d'un découvert de plus de 5 millions. Quand un bébé naît ici, il a déjà 1 000 euros de dette ! », bout Maribel Gómez, maire élue sur la liste Ganemos El Coronil, soutenue par le SAT. Le constat est terrible : que va-t-on pouvoir faire à part gérer la misère ? Miguel, adjoint délégué aux Finances, est amer : « Nous avons des

projets, comme l'acquisition de terres pour les cultiver en coopérative, ou promouvoir le tourisme rural, mais nous voilà pris à la gorge. » Les employés municipaux n'ont pas touché leur salaire depuis trois mois, une banderole pendue en façade de l'hôtel de ville le rappelle aux passants. « Le pire, c'est que non content d'avoir hypothéqué l'avenir du village, l'ex-maire socialiste a cassé la dynamique participative en subventionnant des associations fantômes, qui fonctionnent en vase clos, entre amis. »

Ironie : à peine battu, cet ancien maire s'est vu offrir par ses copains de la région une sinécure dans l'administration des Finances... « Une de nos promesses était la transparence : nous avons publié les comptes en plan fixe sur l'écran du canal municipal de télévision, tempête Maribel. Je suis la seule à m'être mise en congés, mes adjoints sont toujours journaliers ou chômeurs. J'ai proposé que les conseillers municipaux ne touchent leurs émoluments qu'une fois que les employés de la mairie auront encaissé les arriérés de salaire : l'opposition socialiste a menacé de porter plainte ! »

Gageons que les habitants de la petite ville sauront se défendre. Comme le rappelle Diego, rebelle sans pause, « Ici, le 15-M*, ça fait trente ans qu'on le vit ! »



L'AGORA DES 100 JOURS

Cadix. Un port vieux de 3 000 ans dont l'imaginaire tourne plus volontiers autour du carnaval que des processions de *Semana santa* – et où entre ami-e-s on aime à s'appeler « ma fougounette » ou « petite bite folle » –, ne peut que réserver quelques bonnes surprises. En juin, après vingt ans de gouvernement municipal conservateur, une liste apparentée Podemos, Por Cádiz sí se puede, a raflé la mairie de cette ville de 150 000 âmes avec un taux de chômage de 42%. Le *levanté*, vent qui, selon une rumeur locale, souffle la folie douce, semble avoir soulevé la terre où repose en lutte Fermín Salvochea, maire anarcho-cantonaliste de la fin du XIX^e siècle.

En ce vendredi 16 octobre 2015, on a aligné des chaises sur la place du Palillero et les vieux et les vieilles du quartier s'y sont assis face à un pupitre et une sono sur une estrade basse. Les plus jeunes sont debout tout autour, et à 19h la place est bondée. Du jamais vu : trois mois après avoir pris la mairie, l'équipe municipale de Cadix vient rendre des

comptes sur son action. José María « El Kichi » González, prof d'histoire de 39 ans bombardé maire, met tout le monde à l'aise : chacun de ses adjoints aura cinq minutes pour expliquer ce qu'il a fait et prévoit de faire, et après, micro ouvert pour les critiques et les propositions. Dont acte. Les styles sont très différents chez ces néo-conseillers sans expérience de gestion. Une trentenaire timide au Logement et à la Participation citoyenne ; un Varoufakis très technicien aux Finances ; un ancien syndicaliste aux accents de tribun chargé des employés municipaux ; aux Droits des femmes, une féministe aux cheveux mauves qui se vante d'avoir fait déboulonner une statue à la gloire d'une égérie phalangiste...

Une équipe courageuse de convoquer cette réunion publique sur la place du 15-M, exposée à toutes les critiques et altercations, sans portique ni service de sécurité. Quelques opposants sont là, mais rares, des applaudissements plutôt, et des *¡Sí se puede!* Quand il est invectivé par un gars du port remonté contre le bla-bla, et qui demande ce

qu'on a prévu pour les chômeurs longue durée, le jeune maire l'encourage à le rejoindre à la tribune. Sur cette agora de fortune, tout le monde est là pour s'exprimer sur la chose publique. On parle expulsions, boulot, police de quartier, tourisme, et les gens font des propositions concrètes. Un homme chenu prend le micro : « Le plus beau jour de ma vie, ça a été à la mort de Franco, mais dans cette ville, je ne pensais pas qu'on viendrait à bout de la droite. Je suis heureux d'avoir vécu assez longtemps pour voir ça. Maintenant, il faut se retrouver les manches. » Puis, c'est au tour de la représentante d'une organisation de chômeurs de la métallurgie : « Ici, la mort de l'industrie a été planifiée. Ils misent tout sur le soleil et le tourisme. » Depuis la tribune, après avoir rappelé que l'ancienne maire avait voté à Madrid le transfert de la réparation navale en Galice, un adjoint annonce qu'une coordination des mairies de la baie défendra bientôt l'activité portuaire. Cadix devra aussi résister aux menaces de l'État qui, après avoir laissé la dette se creuser pendant

deux décennies, est soudain pressé de la mettre sous tutelle.

Un exalté à l'allure flamenca s'empare du micro : « Le frigo est vide, y a pas de boulot, juste la démerde pour survivre, je chie sur la guardia civil, je chie sur les flics ! » Ce à quoi El Kichi répond, sourire aux lèvres : « J'engage la presse à noter que la mairie n'est pas responsable de tous les propos tenus ici. » Une vieille dame s'indigne : « J'ai travaillé trente ans en France et j'ai mon fils, sa femme et leurs enfants chez moi depuis qu'on les a expulsés de leur appartement ; et le gouvernement taxe ma retraite ! » Un étudiant propose : « Le vent et le soleil aussi, ils veulent les taxer, mais plutôt que des champs de panneaux solaires appartenant aux entreprises de toujours, on devrait développer des recherches pour l'autonomie énergétique, non ? » Alors que la tribune est envahie par celles et ceux venus encourager l'équipe d'une accolade, El Kichi est tout ému : « Merci à toutes et tous d'être autour de nous, nous avons besoin de la chaleur de la rue ! »

CORRALA LA BAHÍA



« Nous étions quatre familles de Cadix qui venions d'être expulsées. On a ouvert la Corrala La Bahía le 10 janvier 2015. J'ai été la première, l'instigatrice de tout ça ! », lance Stefania avec fierté. Jeune fille au look très quartier, elle a le parler clair, comme qui monte au combat par la force des choses. Elle nous reçoit dans sa mini-boutique de toilettage pour chiens. Comme beaucoup, même avec un emploi, elle ne peut faire face aux factures et au loyer.

En Andalousie, les immeubles vides occupés par des sans-toit sont rebaptisés « Corrala », en mémoire des anciens patios de vecinos où le petit peuple partageait les joies et les peines d'une vie souvent frugale. « Cet édifice neuf, propriété d'une banque, était à l'abandon depuis sept ans. Nous avons forcé la serrure avec l'intention d'y vivre tout en luttant pour obtenir un logement social. Aujourd'hui, nous sommes 28 familles, une centaine de personnes en comptant les enfants. »

« À l'origine, les appartements étaient prêts à la vente, tout équipés, mais après sept ans d'abandon tout avait été volé ou détruit, il manquait même des portes. L'installation électrique avait été arrachée et c'était le royaume des pigeons : on avait de la fiente jusqu'aux chevilles. Nous avons tout nettoyé, assaini, puis repeint. » Un client entre dans la boutique pour acheter des croquettes au détail et Stefania s'interrompt pour le servir. « La situation est difficile, on vit sans rien. Sans électricité, les enfants doivent faire les devoirs avant le coucher du soleil, on lave à la main, c'est compliqué de conserver les aliments. » Le loyer moyen à Cadix tourne autour de 500 euros, et ici, l'aide sociale est rachitique... « La majorité d'entre nous étaient locataires, trop dans la dèche pour "profiter" du boum de l'accession à la propriété... Parfois, on chambre ceux d'entre nous qui se prenaient pour des bourgeois avec leurs hypothèques. Mais nous devons rester unis, malgré nos origines différentes. »

Avant la crise, Stefania avait un CDI, mais à partir de 2008, elle et les siens se sont tous retrouvés au chômage les uns après les autres. « Je vis avec ma famille – mes parents, ma compagne et ses enfants. Pour nos aînés, c'est dur de dépendre des enfants pour survivre. Nous avons un an et demi de loyer impayé. La propriétaire n'avait plus d'autre option que nous expulser, mais avec l'aide d'un avocat d'office, la dette a été annu-

lée. » Arrive la compagne de Stefania. Elles louent ce local commercial, mais la clientèle est si fauchée que souvent elles gagnent à peine de quoi payer le terme. « On vit au jour le jour. La mairie antérieure avait refusé de nous recenser, bloquant toute négociation. La nouvelle mairie intercède auprès de la banque, mais cette dernière nous ignore. Elle ne s'est même pas présentée à la convocation du juge. Alors on joue la montre. » Une plainte a été déposée pour occupation illégale, malgré les preuves d'abandon de propriété. « C'est aussi un délit de laisser des propriétés vides, car elles peuvent s'écrouler, causer des dégâts, mais nous vivons une période où l'argent est roi ! »

La Corrala, c'est aussi une école de socialisation. « Nous vivons pratiquement en communauté. Nous fonctionnons en assemblées pour résoudre les problèmes du quotidien et nous participons aux actions contre d'autres expulsions. » Stefania est heureuse du changement de mairie, car « c'est ma ville, et pendant vingt ans, j'ai vu beaucoup de corruption, et pas de travail. Les gens demandent des miracles, mais il faut du temps et un soutien fort de la population en faveur de notre mairie pour rendre possible des changements. »

L'urgence lui a forgé le caractère. « Mes parents me soutiennent. Je suis devenue très guerrillera, j'ai envie de me battre. Je tiens ça de ma grand-mère, qui militait dans une association de lutte contre la toxicomanie – mon oncle était junkie. Elle, elle s'est battue contre la drogue et tout ce monde-là. »

Dans La Corrala de la Bahía posté sur YouTube, les occupants, réunis autour d'un sofa sur le toit-terrasse, chantent leur cause entre scansion rap et chanson flamenca. On y découvre un collectif soudé, tendre, déterminé, qui rend hommage, en images entrecoupées, à la grande grève des chantiers navals des années 1990, quand les grévistes avaient affronté la police et bloqué le pont Caranza pendant plusieurs jours, isolant Cadix du reste du monde. « Si tu ne te rebelles pas contre l'État et les normes, tu seras soumise toute ta vie, comme une marionnette. Je pense que les gens devraient se révolter, nous vivons une dictature camouflée où tous les acquis de nos aînés sont rognés. Ce qu'on nous refuse, c'est la base : un loyer social en rapport avec nos ressources, car si on n'a pas un toit, tout manque. Nous voulons juste vivre dignement. »

LA MAISON DU PEUPLE



Filiiale de General Motors (GM) dans la baie de Cadix, Delphi fabriquait des composants d'automotion – amortisseurs, systèmes de direction et roulements à billes. Puis GM l'a bradé et l'usine a périclité. « Nous étions près de 2 000 ouvriers, se souvient José María. Si on compte les boîtes de sous-traitance, la fermeture de Delphi a affecté près de 4 000 familles. » Huit ans après la fermeture de leur usine, 500 ex-Delphi sont encore sur le carreau, spoliés de leur indemnité de licenciement et abreuvés de promesses par leurs syndicats et le gouvernement régional, qui ont fait de leur malheur un business.

« Tous les politiciens de Cadix sont des incapables », proclame une banderole noire pendue en travers de la porte de la bourse du travail de Cadix. À l'intérieur, dans la salle de ciné en rez-de-chaussée où les ex-Delphi sont retranchés, l'invective se précise : « Ils ont fait de la trahison un mode de vie », accuse une pancarte manuscrite. « Ils ? » Les permanents des syndicats majoritaires, UGT et CCOO, qui aimeraient bien voir disparaître de leur vue ces empêcheurs de cogérer en rond.

« Ceux de Delphi » ont réquisitionné le rez-de-chaussée de l'immense building regroupant les diverses unions syndicales de la ville. « Tu crois qu'ils sont contents de nous voir là tous les jours ? On est ici pour leur mettre la pression, c'est un camarade de la CGT, Agustín, qui nous a filé les clés. » Depuis un an, pour monter aux étages, on doit passer devant le barrage symbolique de ces oubliés de la lutte qui, eux, ont la mémoire dure. Sur la scène de cet amphithéâtre syndical, ils ont installé une longue table où partager les repas, recevoir les visites ou consulter un des ordinateurs que des sympathisants leur ont offerts.

« La délocalisation de la production au Maroc et en Inde nous a été annoncée par vidéoconférence en février 2007. Une négociation a eu lieu entre l'entreprise, nos syndicats et la Junta [gouvernement régional], qui nous ont forcé la main pour signer un protocole où nous renoncions à notre indemnité de licenciement en échange d'une reconversion de la totalité des camarades dans de nouvelles industries que la Junta promettait d'attirer ici. » L'usine a fermé définitivement le 7 juillet 2007. « Ce que nous ignorions, c'est que la Junta et les syndicats, en négociant en notre nom, touchaient un pactole. L'Union européenne subventionne les plans sociaux dans le

but d'en atténuer l'impact. Nous avons appris récemment que le seul syndicat UGT avait palpé 80 millions ! » La plupart des signataires du protocole Delphi sont aujourd'hui inculpés dans le scandale des plans sociaux bidonnés (ERE*), qui a vu la chefferie socialiste andalouse mouillée jusqu'au cou.

Sept entreprises sont venues, mais elles ont encaissé les aides publiques, puis se sont fait la malle. « Nous devrions être les chômeurs les plus intelligents de la baie de Cadix, avec tous leurs stages ! Parmi d'autres, on en a fait un de monteuses en fibre optique, un secteur en plein essor, qu'ils disaient. Mais leurs diplômes n'étaient pas homologués. » Rage et lassitude se mêlent dans la voix rauque de Paco : « Y en a qui se sont enrichis grâce à notre malheur. Les locaux où étaient organisés les cours bidons appartenaient à la femme d'un conseiller régional, le matériel était acheté à son beau-frère... »

Fin 2012, 800 gars ont pu partir en pré-retraite. Bizarrement, la limite d'âge a été fixée à 50 ans, pile-poil l'âge du capitaine CCOO au CE – la figure la plus visible du combat des Delphi, qui affirmait à qui voulait l'entendre qu'il serait le dernier à abandonner le navire. Le protocole a été rompu juste après que ce leader rentre chez lui avec 2 400 euros par mois de retraite. « Aujourd'hui, on n'a plus confiance en personne. Si on doit négocier, comme demain au Parlement, on envoie un gars de la base, parce que les bureaucrates, on se méfie. C'est pas rien, ce qu'on a en face : le géant socialiste, au pouvoir en Andalousie depuis quarante ans, capable de corrompre jusqu'au plus sincère. La justice ? Vendue aussi. Il y a beaucoup de mafia, ici. » Seul le groupe Podemos et ses douze députés les soutient au Parlement andalou. « Même Izquierda unida* nous a tourné le dos après avoir pactisé pour entrer au gouvernement régional. » Un gars au visage marqué par les veilles plaisante : « On pourrait relancer la production en fabriquant des guillotines, ça se vendrait bien ! »

« Nous voulons un emploi ou la pré-retraite. On est venus ici pour qu'on nous voie. Sinon, on allait crever chacun dans son coin. » Les syndicats à l'étage du bâtiment ont le cul sale, dans cette affaire. « Le 1^{er} mai 2014, la police a dû s'interposer entre eux et nous. Avant, dans cette salle, il y avait peu d'assemblées de travailleurs, juste les répétitions d'un chœur du carnaval. Avec nous, ce lieu est redevenu la maison du peuple. »

« La politique se fabrique en dehors de l'institution »

Entretien avec Pablo Carmona, conseiller municipal de Madrid

Pablo est correcteur dans l'édition, il a longtemps participé à l'équipe de distribution de livres de Traficantes de Sueños – librairie, centre de formation et maison d'édition – qui plonge ses racines dans l'autonomie radicale des années 1980 et a aujourd'hui pignon sur rue. Il a participé à Ganemos Madrid, l'une des composantes d'Ahora Madrid, la liste qui a pris la mairie de Madrid autour de Manuela Carmena. Il est à présent en charge de deux arrondissements huppés, Salamanca et Moratalaz.

Le mouvement du 15-M* a ouvert des discussions sur l'opportunité d'investir les institutions depuis la rue. Les débats portaient du problème suivant : si on ne change pas la structure du régime espagnol, qui date de 1978 et de la **Transition démocratique***, il y aura toujours un toit à défoncer au-dessus de nos têtes. Pour que fructifie l'action politique et sociale venue de la rue, nous avons besoin d'une rupture dans les institutions. À partir de ces réflexions, beaucoup de gens ont commencé à travailler sur la fabrication d'outils pour agir sur l'institution, d'où l'envie de générer des candidatures pour les élections municipales. Le 15-M est parti d'une convocation à manifester de l'organisation Democracia Real Ya, sous le mot d'ordre « *Nous ne sommes pas des marchandises aux mains des politiques et des banquiers* ». Ce discours radical a été reçu par une foule inattendue de gens, avec l'envie commune d'enlever le politique des mains des professionnels qui, à travers la forme du parti, ont mis l'économie et le social au service du capitalisme financier, des banques et des multinationales. Aujourd'hui, nous sommes toujours dans le même mouvement, mais au cœur des institutions : rendre la politique à la société.

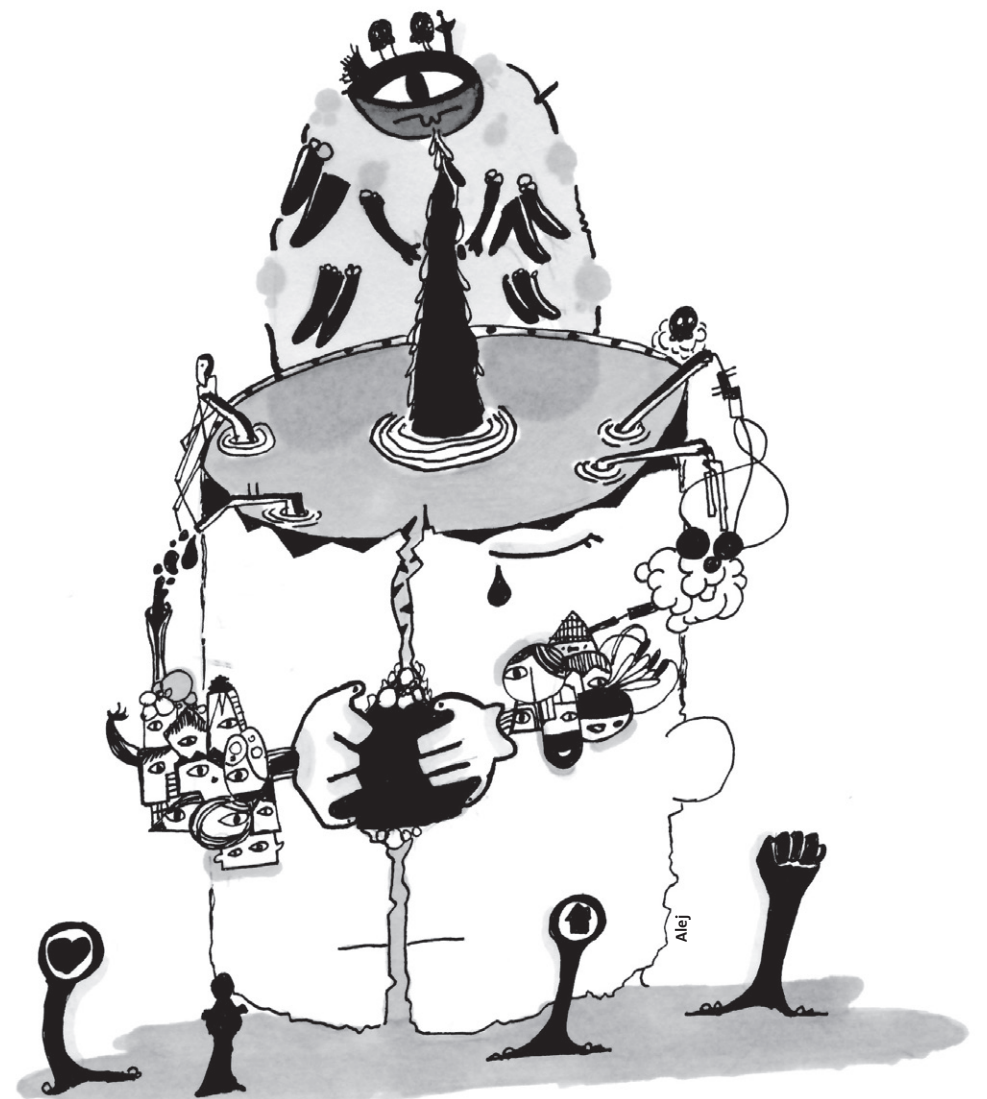
Avant le 15-M, on n'imaginait pas cette stratégie possible. D'autant plus que nous venons d'une tradition libertaire allergique au principe d'État. Depuis, on a tenté de repenser cette posture de pureté critique, en nous fondant sur des analyses historiques des moments où les mouvements libertaires ont pu participer à des élections, par exemple avec les épisodes de municipalisme libertaire. Le point de vue révolutionnaire classique, qui pense l'insurrection violente et générale comme premier pas de la transformation sociale, ne fonctionne plus dans le contexte actuel espagnol. La désobésissance de masse non plus ne permet pas de changer radicalement les institutions. Nous nous sommes donc dit que s'il existait une majorité de gens favorables au changement social, mais que ces gens ne souhaitaient pas passer par l'action violente et qu'aucune institution n'était prête à les écouter, c'était à la société de prendre le contrôle des institutions pour que ses vœux soient respectés – même si c'est un terrain et un langage qu'on n'apprécie guère. L'idée étant de conserver nos racines et nos principes d'autonomie, tout en nous immiscant dans les rouages de l'institution.

Le pouvoir comme entité totale ne se loge pas dans les institutions, qui ne sont que des médiations entre plusieurs puissances en présence. Nous ne sommes pas

dans la logique léniniste d'une prise du pouvoir, selon laquelle en prenant d'assaut les appareils d'État, on peut prendre le contrôle des moyens d'action. Nous pensons plutôt que l'institution est toute entière modelée selon les intérêts bourgeois, qu'il n'y a pas grand-chose à y jouer. Surtout que, de manière générale, je ne crois pas à l'existence d'un « centre » du pouvoir. Les institutions politiques sont au même niveau que les lobbies, les grandes entreprises, le système financier international. Donc, participer à l'institution n'est pas une fin en soi, susceptible de tout résoudre. Notre puissance est dans la coordination des autres secteurs de la société qui cherchent à transformer leurs conditions de vie.

Faire de la politique, ce n'est donc pas s'accaparer un centre de pouvoir, mais agir sur les rapports de force des différents milieux sociaux, rapports de force dont les institutions ne sont toujours, au final, qu'une conséquence et non la cause agissante. La position privilégiée pour l'action politique est toujours en dehors de l'institution, dans le champ de la créativité sociale et de la conflictualité. Notre mission est donc de faire en sorte que ces espaces prolifèrent. C'est là que se situe le processus inverse à la révolution, laquelle voudrait que les syndicats victorieux génèrent un parti politique qui accède au pouvoir. Le 15-M, en quelque sorte, a généré un syndicat social dont la tâche n'est pas de se terminer sous la forme d'un parti central au pouvoir, mais d'élaborer une organisation en soviets. Notre tâche depuis l'institution est donc de faire en sorte que la politique se fabrique en dehors de l'institution.

La perspective d'une bonne partie de ceux qui sont à la mairie, comme la maire Carmena, est plutôt « gouvernamentaliste » : ils sont pour la paix sociale et pour la tranquillité civile, ce qui est une position légitime, mais je crois qu'on ne peut pas penser la ville comme une communauté, d'autant plus dans les mégapoles comme Madrid. La ville est le lieu privilégié du conflit, un perpétuel conflit social larvé. D'où l'idée de penser le problème social comme un problème syndical. La question est : comment défendre la société ? Comment l'armer, comment l'aider pour s'autodéfendre ? Contre les crises à venir, contre les réactions néoconservatrices, ou contre l'extrême droite, nous avons besoin d'un tissu social capable de se défendre sur les thèmes classiques des droits, de l'égalité, du logement, des revenus, de la santé, de l'éducation, de l'entraide sociale, etc. Tu peux légiférer sur ces points, mais ils ne



« On ne peut pas penser la ville comme une communauté, d'autant plus dans les mégapoles comme Madrid. La ville est le lieu privilégié du conflit. »

sont effectifs que si la société s'organise en vue de ces objectifs.

Aujourd'hui, cette asymétrie des forces entre les institutions et les mouvements sociaux est le principal problème. Concrètement, depuis la mairie, on peut aider les organisations et les initiatives existantes à obtenir des espaces d'où ils peuvent pérenniser leurs activités. On peut favoriser une autogestion généralisée des espaces municipaux, inscrits dans une dynamique de production culturelle, politique ou sociale. On peut aussi changer les types de contrats de la mairie, et réduire les liens avec les grandes entreprises au profit d'une économie locale, associative ou coopérativiste. Bref, ce qu'on peut faire, c'est favoriser la construction d'espaces de liberté

et de structures critiques qui perdurent – même si nous ne sommes pas réélus.

Mais le pouvoir reste aux mains de ces centres sociaux, de ces petites entreprises, de ces coopératives, pour créer un autre imaginaire de l'organisation du travail et de la vie quotidienne qui se détache de l'image générée par l'État classique, lequel monopolise par définition le pouvoir politique et nie les initiatives originales et critiques. Sur ce point, on a beaucoup de débats, car les libéraux et les libertariens pourraient se sentir proches de tels discours. D'où notre besoin d'insister sur nos positions libertaires classiques, avec le mutualisme, l'autogestion collective ou la distribution équitable des richesses.

L'INVASION DES TERRASSES VOLANTES

Airbnb contre Barcelone

Les 7,5 millions de touristes visitant chaque année Barcelone semblent un cadeau tombé du ciel par avions low-cost pour l'économie locale. Comment la nouvelle mairie combat-elle la «touristification», qui pousse les habitants à abandonner leur vie de quartier aux promoteurs et à la frénésie locative des usagers d'Airbnb ?

« Sur les limpides ondes azurées de la Méditerranée, vers la côte nord-est de l'Espagne, se détache une grande agglomération d'immeubles. Contrastant avec les innombrables clochers de campagne, des monuments, et plus spécialement des cheminées d'usine démontrent à l'horizon que nous approchons non seulement d'une grande métropole, mais d'un immense centre commercial. C'est Barcelone, la puissante rivale de Marseille et de Gênes. »

« Le port de Barcelone », *Dun's Review International*, Mairie de Barcelone, Commission pour l'attraction des étrangers et des touristes, 1905.

Depuis le 24 mai 2015, la mairie de Barcelone a une drôle d'architecture. Celles et ceux qui ont remporté le plus grand nombre de suffrages n'ont aucune expérience dans les institutions politiques, n'ont pas poli les bancs des grandes écoles. Des gens de la rue plutôt, des militant-e-s de terrain dont le combat farouche contre les expulsions de logement ou pour les droits des démunis a séduit les électeurs précarisés de la cité catalane. Les 25% de voix récoltées par la liste Barcelona en Comú, menée par Ada Colau (jusque-là porte-parole de la PAH*), ne permettent cependant pas la majorité absolue. L'équipe doit faire face à l'opposition de la classe politique classique et des puissants entrepreneurs de la ville la plus riche de l'État espagnol.

« Aujourd'hui, Ada claque la bise aux employés municipaux en arrivant le matin, tu verrais leur tête !, sourit une de ses camarades squatteuses des premiers temps. Elle leur a ouvert les étages jusqu'ici réservés aux notables. Et quand de drôles d'énergumènes comme moi passent la porte, c'est les flics de l'entrée qui tirent la tronche. » Au-delà de ce changement d'ambiance des plus heureux, la nouvelle équipe doit résoudre l'impossible équation des 20 expulsions de logements par jour dans Barcelone, dont 85% dues à des impayés de loyer, le reste concernant les propriétaires victimes de la **crise du crédit***, ou des occupations. Pour cela, l'une des premières mesures, désirée par certain-e-s et redoutée par d'autres : imposer un moratoire sur les licences touristiques.

« Touristification »

« Comme ailleurs, certains quartiers sont ici touchés par la gentrification, raconte Jaume, permanent de la Banc Expropiat, une banque occupée retapée en centre social dans le quartier de Gracia. Le Centre d'art moderne qui trône sur le vieux quartier populaire du Raval en est un bon exemple, à proximité de La Rambla. Autour de lui, les immigré-e-s, les familles pauvres et les prostitué-e-s sont peu à peu remplacé-e-s par des barbiers pour hipsters et des boutiques de vélos vintage. Mais il y a un autre phénomène qui détruit les communautés de voisins du centre : depuis plus de vingt ans, la ville est presque entièrement vouée au tourisme. Il nous manquait un mot pour expliquer ce phénomène. Du coup, on a pris l'habitude d'appeler ça la "touristification". » Dès le début du XX^e siècle, et sans interruption pendant le franquisme, Barcelone a misé sur le tourisme pour son développement culturel et économique. Une capitalisation de l'image et du rêve qui a su valoriser les œuvres de l'architecte Gaudí, les toiles de Picasso, son port méditerranéen et son doux climat.

Les Jeux olympiques de 1992, premier grand symbole de l'ouverture internationale de l'État espagnol après la dictature, viennent parfaire ce modèle économique. Le besoin de moderniser l'aéroport, les gares ferroviaires et les infrastructures de loisirs donne un chèque en blanc

aux urbanistes. La création du village olympique permet de repenser le littoral en plantant des gratte-ciel sur une partie du quartier de pêcheurs de La Barceloneta. Dans Poblenou, la zone d'habitation post-industrielle « Icaria » (référence au *Voyage en Icarie* d'Étienne Cabet, socialiste utopique français du XIX^e siècle) est rasée, pour accueillir un grand parc et des plages créées de toutes pièces en lieu et place d'autoconstructions et de bidonvilles. Le tout est dessiné par l'agence MBM, les mêmes architectes qui, forts de leur expérience de bétonneurs, ont repensé le port de Rio de Janeiro en prévision des JO de 2016.

À partir de 2000 et en préparation du Forum international des cultures 2004, Poblenou est une nouvelle fois dépossédé de son histoire avec le grand projet 22@ tourné vers les nouvelles technologies, le design et les médias. Au pied des 150 mètres de la tour de bureaux Agbar, pénis géant de l'architecte Jean Nouvel surplombant le quartier encore en chantier, Pépé a les cheveux aussi blancs que le ton ferme. « Ils ont continué la Diagonal, [artère principale de Barcelone] jusqu'ici, en virant les gitans et les industries. Avec 22@, ils ont percé un nouveau quartier d'affaires : quel intérêt pour les gens du quartier ? » Grâce à une lutte des habitants du quartier rassemblés dans le collectif Fotut 2004 à laquelle le vieil anarchiste a participé activement, la destruction a été limitée, et des jardins autogérés ont fleuri. « Il y a 5 ans, c'était des travaux partout, tout le temps ! Heureusement, avec la crise, le bruit des grues s'est tu. » Le silence du progrès sonne toujours trop tard. Les touristes, attirés par les sirènes du Forum des cultures de 2004, ont eu le temps de se laisser charmer par cette zone proche de la mer, moins dense que le centre-ville, et dédiée à leurs pèlerinages. « Même la Rambla du quartier a été repensée et cédée aux bars et aux restaurants. On avait l'habitude de s'y promener et de s'y rencontrer. Maintenant, on doit zigzaguer entre les terrasses et les boutiques de souvenirs. » Comme parachutées depuis les charters à touristes, la ville grouille en effet de ces terrasses aux menus homogènes, qui enlèvent chaque jour un peu plus de trottoir et privatisent l'espace public.

Jusqu'en 2007, en plein boom économique, Barcelone anticipe les enjeux du marketing territorial, et son expertise de réaménagement s'exporte. « La marque Barcelone a un grand potentiel international, associée à la réussite, l'innovation, le talent, la créativité et une position d'avant-garde », proclame fira-news, le site d'information de l'événementiel local. Carte de visite en même temps que laboratoire pour la classe créative qui la transforme à folle allure, la ville post-JO croît au rythme des grands événements. Quand, dans les années 2000, les voyages low-cost se multiplient et révolutionnent le tourisme international, tous les ingrédients sont réunis pour faire de Barcelone l'une des premières destinations au monde, avec une augmentation constante : aujourd'hui, 7,5 millions de touristes génèrent 14% du PIB municipal. « Le PIB, c'est une chose, sa redistribution, c'en est une autre », précise Carlos, nouveau porte-parole de la PAH locale.

« Cette économie profite surtout aux grandes familles d'industriels de la construction et de l'hôtellerie, relance Jesús du journal indépendant catalan *La Directa*. Pour les autres, c'est des emplois précaires de larbins, entre 3,5 et 5 euros de l'heure ! » Économie perverse : plus les gens travaillent pour améliorer l'offre d'accueil, plus ils font monter les prix de leur propre quotidien – loyers, épiceries, restaurants... Les industriels, sachant jouer sur plusieurs terrains et botter en touche au bon moment, sortent grands gagnants de ces décennies de terre brû-

lée. Comme Josep Núñez, président du FC Barcelona de 1978 à 2000, constructeur et hôtelier condamné à six ans de prison l'an dernier pour avoir soudoyé les agents du Fisc, mais toujours un pied dehors. Ou bien son successeur au Barça, Joan Gaspart, ancien président du Tourisme de la ville et directeur hôtelier du groupe Husa, endetté à hauteur de 150 millions d'euros et accusé de ne pas avoir payé ses employés pendant plusieurs mois, mais dont le déficit vient d'être racheté par de grandes banques nationales.

Monopoly

Une mainmise des industriels du rêve qui explique pourquoi, en faisant du tourisme son premier cheval de bataille, la nouvelle mairie cherche à taper là où ça fait mal. Mais depuis le moratoire qu'elle a imposé sur les licences touristiques, seuls 35 chantiers ont pu être stoppés. 50 autres projets verront le jour. Les nouveaux squatteurs de la mairie n'ont par exemple rien pu faire contre le dernier projet lancé par Núñez avant son jugement : un enième hôtel de luxe négocié avec l'ancienne mairie dans le quartier Arc de Triomf, en lieu et place de logements sociaux.

Idem pour la tour Banesto sur la Plaça Catalunya, passée aux mains d'Amancio Ortega, proprio du groupe textile Inditex (Zara) et de la chaîne NH Hoteles, 3^e fortune mondiale selon *Forbes*. L'aile droite abrite Apple pendant que le chantier d'hôtel dans le bâtiment central bat son plein. « Cet immeuble est très symbolique pour le mouvement social, explique Jordi, militant squatteur de la première heure. En septembre 2010, c'est la réforme du travail, les syndicats convoquent une grève et se font déborder par les mouvements autonomes. On squatte alors l'actuel Apple Store sur cette place pendant trois jours. Des ami-e-s descendent en rappel la tour Banesto pour dérouler une immense banderole : « Ceci est une invitation à lutter ensemble ». On entame une "grève de la précarité", on installe des piquets mobiles et on questionne le sens de la lutte avec les gens de la rue. L'année suivante, en 2011, c'est sur cette même place, d'habitude réservée aux pigeons et aux touristes, que se sont retrouvés les manifestants du 15-M. On a occupé les lieux et tenu tête à la police qui nous encerclait. Il y avait un certain bonheur de récupérer la Plaça Catalunya pour en faire une forteresse de la lutte. »

Aujourd'hui, la mairie est entre les mains de celles et ceux qui exprimaient leur colère dans la rue, mais la Place Catalunya est redevenue celle du pouvoir, des banques, des fast-foods et de Desigual. De là, pressée et tournoyante, la foule plonge vers le grand axe de La Rambla, puis se déverse vers la mer, après avoir contourné la statue de Christophe Colomb pointant du doigt les colonies perdues des Amériques. Autrefois point de convergence, propice à la rencontre des habitants de la ville, la grand-rue piétonne est aujourd'hui fuie par les indigènes. 95 millions de passants l'ont traversée en 2014, soit 260 000 par jour, dont seulement 20% de Barcelonais. On y entend parler toutes les langues du monde, et le catalan, ailleurs courant et au centre de toutes les attentions dans ce moment de revendications indépendantistes, prend les accents d'un étrange dialecte.

Airbnb

Jordi a notamment participé aux luttes sur le logement depuis une dizaine d'années et a encore du mal à croire au statut actuel de ses camarades. « Avant qu'elle soit maire, on a ouvert plusieurs squats avec Ada Colau. La semaine dernière, j'ai mangé sur le toit de la mairie avec



ma pote, Gala. Aujourd'hui, c'est la maire du district du centre-ville, qui va d'ici jusqu'en bas de La Rambla. Mais avant, c'était une des adversaires les plus féroces de l'urbanisme municipal ! » Ces sept dernières années, Ciutat Vella, le quartier dont est responsable Gala Pin a perdu 9% de sa population – en même temps que l'offre hôtelière augmentait de 35%. Gala a une longue expérience de ce qu'elle nomme « le tourisme prédateur ». Avant de prendre ses fonctions, elle était une des actrices de cette forme de lutte de plus en plus courante dans l'État espagnol, mêlant associations de riverains et activistes radicaux. Elle a notamment partagé le combat du comité d'habitants de l'Ostia contre la transformation du petit quartier portuaire de La Barceloneta.

Là-bas, la traditionnelle Fête des pêcheurs n'a pas eu lieu cette année. Il y a 25 ans, les anciens de la rue des Pêcheurs avaient récupéré cette tradition, devenue avec le temps un rendez-vous incontournable de la Festa Major, puis l'un des symboles populaires de la lutte pour la préservation du quartier. Aujourd'hui, les jeunes fuient plus haut dans la ville pour des logements moins chers, ou à la périphérie, là où le tourisme n'a pas encore avancé ses pions. Certains émigrent vers d'autres villes, voire d'autres pays moins affectés par la crise. Ici, les petites surfaces habitables et la proximité de la mer ont été autant d'atouts pour les sous-locations saisonnières, d'abord, puis pour la transformation des habitations pérennes en appartements touristiques. « Un touriste de plus, un voisin de moins », a-t-on pris l'habitude de dire. Loués à la nuit, à la semaine ou au mois à de riches ou moins riches venus du monde entier, les biens immobiliers rapportent plus aux propriétaires qu'une location à l'année à des familles du coin.

« Beaucoup de gens font face à la crise grâce à Airbnb, avoue Arnau, photographe freelance et précaire. Tu peux louer une pièce chez toi et aller dormir chez des potes, et vu qu'il n'y a pas de boulot, c'est tentant de laisser ton appart libre pour te faire jusqu'à 1 500 euros en un mois. » Après les vols low-cost, les smartphones et Internet ont marqué la seconde révolution industrielle du tourisme. Une réponse bricolée à la crise. Un complément de revenus au prix de s'exiler de chez soi, de voir sa communauté de quartier dissoute et de ne pas agir sur les causes de la crise : dérégulation du marché, non taxation des transactions immobilières, spéculation locative et captation des valeurs d'entraide et de convivialité par les géants du net.

Le nouveau directeur marketing d'Airbnb, transfuge d'Easyjet, défend pourtant le modèle « convivial de l'économie du partage » de la firme, plateforme en ligne censée réinventer le tourisme en permettant aux voyageurs de dormir chez l'habitant : « Nous générons des expériences réelles, émotionnelles, entre hôtes, offrant la possibilité de vivre comme des locaux, grâce à la technologie. Le plus important est notre capacité à construire une communauté, qui est déjà devenue la première aire de voyage de la planète, mettant en contact hébergeurs et visiteurs, dans une ambiance de confiance, en minimisant les risques grâce à la technologie. » (hosteltur.com, 1/7/15).

D'après le site indépendant InsidAirbnb, qui tente de synthétiser et de rendre publiques les données d'Airbnb, 55% des annonces barcelonaises sont le fait de multipropriétaires. Certains vont même jusqu'à proposer 30, 50, voire 70 logements. Pour le comité de quartier de l'Ostia, « un appartement touristique perd de vue la fonction sociale du logement pour devenir un commerce ». Là où la gentrification voit pousser des vendeurs de smoothies ou des épiceries bio sur les cendres des squats et à l'ombre des centres d'art, la touristification plante des restos paella & sangria et des boutiques de castagnettes en plastique sur les décombres des espaces de sociabilité.

Selon la mairie, les appartements touristiques ont augmenté de 60% en cinq ans pour arriver au chiffre de 10 000, « sûrement le triple, étant donné que très peu d'entre eux se déclarent aux autorités de surveillance du tourisme ». Face à cela, l'équipe d'Ada Colau plaide pour une redistribution des bénéfices générés pour améliorer les services publics, accompagnée d'une responsabilisation des touristes comme usagers de la ville au même titre que ses habitants. À San Francisco, ville de la Silicon Valley et des nouvelles technologies, la « Proposition F » cherche aussi à calmer les ardeurs d'Airbnb. Un référendum est proposé le 3 novembre aux habitants pour réguler les transactions locatives. En réponse, le site a lancé une campagne de pub avec pour message : « Chères bibliothèques, nous espérons que vous utiliserez un peu de nos 12 millions de dollars de taxe de séjour pour ouvrir vos établissements un peu plus tard le soir. » Ou quand les serpents de l'État et du progrès se mordent la queue.

Le grand partage annoncé par les nouvelles technologies ouvre les portes de son cheval de Troie : là où existaient des économies locales et des systèmes coopératifs émergent des marchés globaux générateurs de précarité et d'inégalités sociales, comme en témoignent les cas d'Uber, de Blablacar ou d'Airbnb. À Barcelone comme ailleurs, les seuls quartiers à même de résister à la confiscation de leur ville sont ceux qui s'organisent aujourd'hui autour de comités de quartier et de mouvements de lutte pour le logement. Pour Gala Pin, conseillère municipale de Barcelone en Comú et responsable de l'arrondissement le plus touristique de la ville, Airbnb « est le fruit d'un modèle global, totalement hors de contrôle. (...) Nous n'arriverons à rien sans l'implication des habitants et des comités de quartier » (eldiario.es 8/10/15). ♦

« Prendre d'assaut la terre »

Entretien avec **Jacobo Rivero**,
journaliste indépendant à Madrid

Jacobo a publié aussi bien dans l'institutionnel *El País* que dans l'indépendant *Diagonal*. Il a été correspondant de la télévision vénézuélienne *TeleSur*, a publié un livre sur le basket-ball, un autre sur Podemos. La nouvelle mairie de Madrid vient de l'embaucher pour relancer une radio locale. Rencontre hydratée au gin-tonic sur son balcon du quartier populaire de Lavapiés.

Nous vivons un moment inédit qu'il faut mettre à profit. Podemos, Barcelona en comú, Ahora Madrid ont su s'immiscer dans le jeu électoral, mais rien n'est gagné pour autant. Les institutions représentatives sont des lieux qui nous sont hostiles, avec des règles du jeu volontairement compliquées. Le risque est grand que, comme en Grèce, ceux qui gouvernent réellement, les multinationales et les institutions financières, empêchent de changer la donne. Le fait est que les plus grandes villes de l'État espagnol, mais aussi des centaines de villages où le caciquisme avait une présence asphyxiante, se retrouvent gouvernés par des équipes d'unité populaire.

Avec le PP* ou les socialos, si tu voulais créer un centre social autogéré, un club sportif de base ou ouvrir l'école aux parents, la réponse était non. Aujourd'hui, nous avons des municipalités ouvertes à ce genre d'initiatives. Or c'est par la multiplication de ces « institutions » participatives que nous imposerons une nouvelle hégémonie sociale. Une société différente se construit dans les espaces où les gens fonctionnent sans leader, hors de la représentation professionnelle : une asso sportive de quartier avec une approche antiraciste, féministe, non compétitive, un jardin collectif... D'où le slogan « Nous avançons lentement parce que nous voulons aller loin ».

On peut accuser Podemos de tenir un discours populiste, mais à la différence des populismes de droite qui germent partout en Europe, ce discours n'est pas excluant. Il milite par exemple pour le droit aux soins pour tous, y compris les sans-papiers. On peut aussi leur reprocher d'être en passe de devenir un parti de plus, avec sa hiérarchie et sa logique d'autoreproduction, et c'est la facette qui me plaît le moins. Au Vénézuéla, ils ont inventé le concept du parti-mouvement, où les mouvements sociaux sont liés au parti, lequel développe avec eux une relation clientéliste. Je préfère que le parti soit clairement un parti. L'important, c'est que le mouvement social soit indépendant, qu'il ait ses propres espaces.

Marx avait une définition pragmatique du communisme : c'est la transformation de l'état des choses actuel. Cette responsabilité nous incombe à tous. On ne peut pas aller toquer à la porte de la nouvelle mairie et dire : « Hé, vous êtes au pouvoir depuis hier et les banques n'ont pas été fermées... Vous êtes au pouvoir depuis deux jours et il y a encore des expulsions locatives... Comment ? La police n'a pas encore été abolie ?! »

Podemos dit qu'il s'agit de prendre le ciel d'assaut, et par là, ils veulent dire le pouvoir, pourtant l'enjeu est plutôt de

prendre d'assaut la terre, parce que les mouvements sociaux sont ancrés dans des territoires concrets. Quand Ada Colau déclare que rien ne se fera sans la rue, et que la rue ne doit jamais cesser de surveiller et de critiquer l'action de la nouvelle municipalité, elle exprime cette idée-là. Parce que Barcelone a une puissante tradition de luttes sociales, bien plus ancienne que Madrid. Et aussi parce que la bourgeoisie catalane est beaucoup plus moderne que la madrilène, dont les liens avec le franquisme n'ont jamais été rompus. Dans ce pays où le discrédit frappe toute la classe politique, deux femmes charismatiques et sans carrière politique deviennent maires des deux plus grandes villes du pays. Ici, dans une ville où même le Parti communiste a trempé dans les scandales de corruption, la victoire s'est construite sur la personnalité de Manuela Carmena : une ancienne avocate spécialisée dans le droit du travail, dont les compagnons ont été assassinés à Atocha par un commando fasciste en 1977. C'est la première femme doyenne des juges, la première juge à avoir dialogué avec les familles de junkies, etc.

L'important, ce n'est pas ce que va faire Manuela Carmena, mais ce qu'elle va nous laisser faire. Contrairement à ce que pensent mes amis de l'autonomie madrilène, Manuela a une vision de la société beaucoup plus large que nombre d'entre eux ! Elle est venue l'autre jour ici, à Lavapiés – dans ce quartier où aucun maire n'avait foutu les pieds depuis des lustres –, avec Kevin Durant, une star de la NBA, qui était en tournée promotionnelle et lui a offert un ballon qu'elle s'est empressée de donner aux Dragones, une équipe de migrants du quartier. Leur terrain est autogéré, la police n'y fout pas les pieds, les filles peuvent venir jouer avec les mecs, les comportements racistes ou homophobes y sont bannis.

Ces terrains de foot et de basket sont occupés par les gens du quartier. L'ancienne mairie n'est jamais venue les inaugurer. Ils étaient cadennassés, alors les gens ont coupé la chaîne, nettoyé et occupé les lieux. Ils ont été expulsés à trois reprises et ils ont réoccupé. Jusqu'à ce que les flics baissent les bras. C'est dans ce genre d'endroit que les choses se passent. Parce qu'il y a une erreur de concept : beaucoup confondent mouvements sociaux avec groupes d'activistes squattant un lieu, montant une librairie, une maison d'édition... Or la plupart de ces collectifs se comportent plus comme des partis politiques que comme des mouvements ouverts, porteurs de changements profonds. Ce n'est qu'avec la crise qu'on a vu apparaître de vrais mouvements sociaux, hétérogènes, larges,

ouverts, comme le 15-M*, les *mareas** contre la privatisation des services publics, la PAH*...

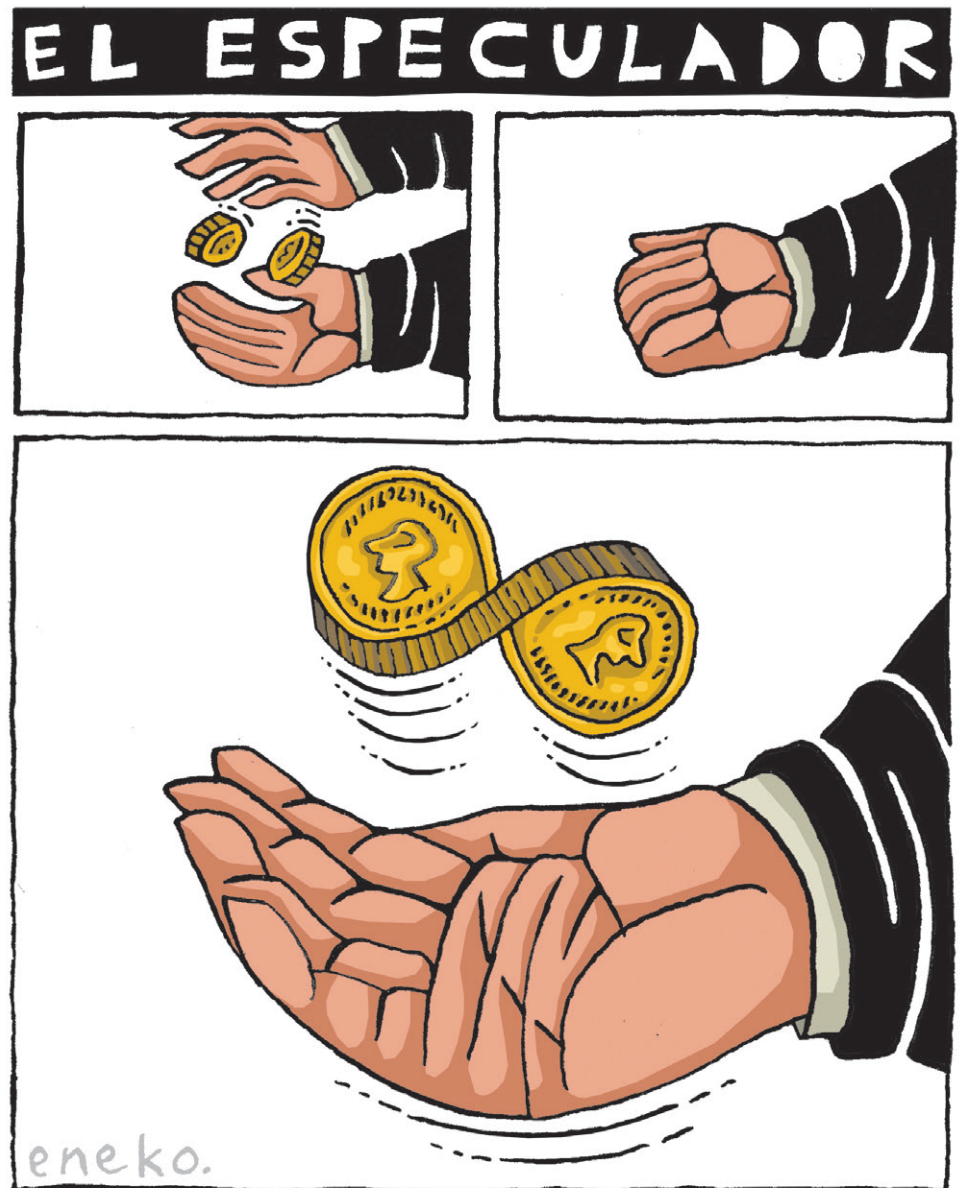
Podemos est juste une clé anglaise qu'on doit utiliser si ça nous arrange. On peut reconnaître à ce parti d'avoir su disputer publiquement à l'establishment certains mots que les activistes lui avaient abandonné : justice, démocratie... Comme les zapatistes. Mais il ne faut pas rêver non plus ! Ici ou à Barcelone, certains ont utilisé le slogan zapatiste « Gouverner en obéissant ». Au Chiapas, celui qui est élu doit rendre des comptes à sa communauté. Mais ici ? À qui doit-on rendre des comptes ? À l'assemblée de Lavapiés ? Il n'y a plus que des activistes dans cette assemblée. Sa composition sociale n'a rien à voir avec celle de l'école de ma fille, où il y a 70% d'immigrés. Dans l'assemblée, c'est 100% de Blancs, 80% sont allés à la fac – même population qu'on retrouve chez les cadres de Podemos, d'ailleurs. En revanche, dans des quartiers pauvres comme Vallecas, Podemos et la PAH partagent la même large base sociale, très populaire.

PARTICIPA SEVILLA

Cristina Honorato Chulián est prof de sciences sociales à l'Institut Diamantino García de Séville. Syndicaliste, activiste de la *marea** verte contre les coupes budgétaires de l'Éducation nationale et des mouvements pour un logement digne, elle a été élue à la mairie de la capitale andalouse sous l'étiquette Participa Sevilla. Conseillère d'opposition, elle se bat pour mettre la question du logement dans l'agenda politique local. C'est avec un sourire énergique qu'elle nous décrit sa nouvelle et délicate situation :

« Pendant les conseils municipaux, les partis jouent, font du théâtre, se disputent, se lancent des phrases assassines. Cinq minutes avant la fin, hop !, arrive le moment de parler du logement... Moi ça fait quinze ans que je lutte pour ça ! Les larmes me montent, car je vois bien qu'ils s'en foutent éperdument. Le cynisme est l'outil de gouvernement des partis politiques traditionnels. [...]

Quand on militait dans la rue, on refusait de faire de l'assistantat : on cherchait des solutions qui permettent aux gens de se prendre en main et de se construire une vie digne. Une fois à la mairie, on est confronté aux mécanismes du clientélisme. On ne veut pas entrer dans une relation paternaliste avec les associations ou les mouvements sociaux, notre but est de les aider à être indépendants, pas de les mettre sous perfusion, car on ne sera pas toujours à la mairie. Cela provoque parfois des incompréhensions, car certaines personnes aimeraient qu'on règle les problèmes au cas par cas, un peu comme un monarque qui recevrait son peuple et jugerait, mais nous, on refuse ce genre de relation et, du coup, ça peut créer des mécontentements. »



« Le Spéculateur »